

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 70 centimes

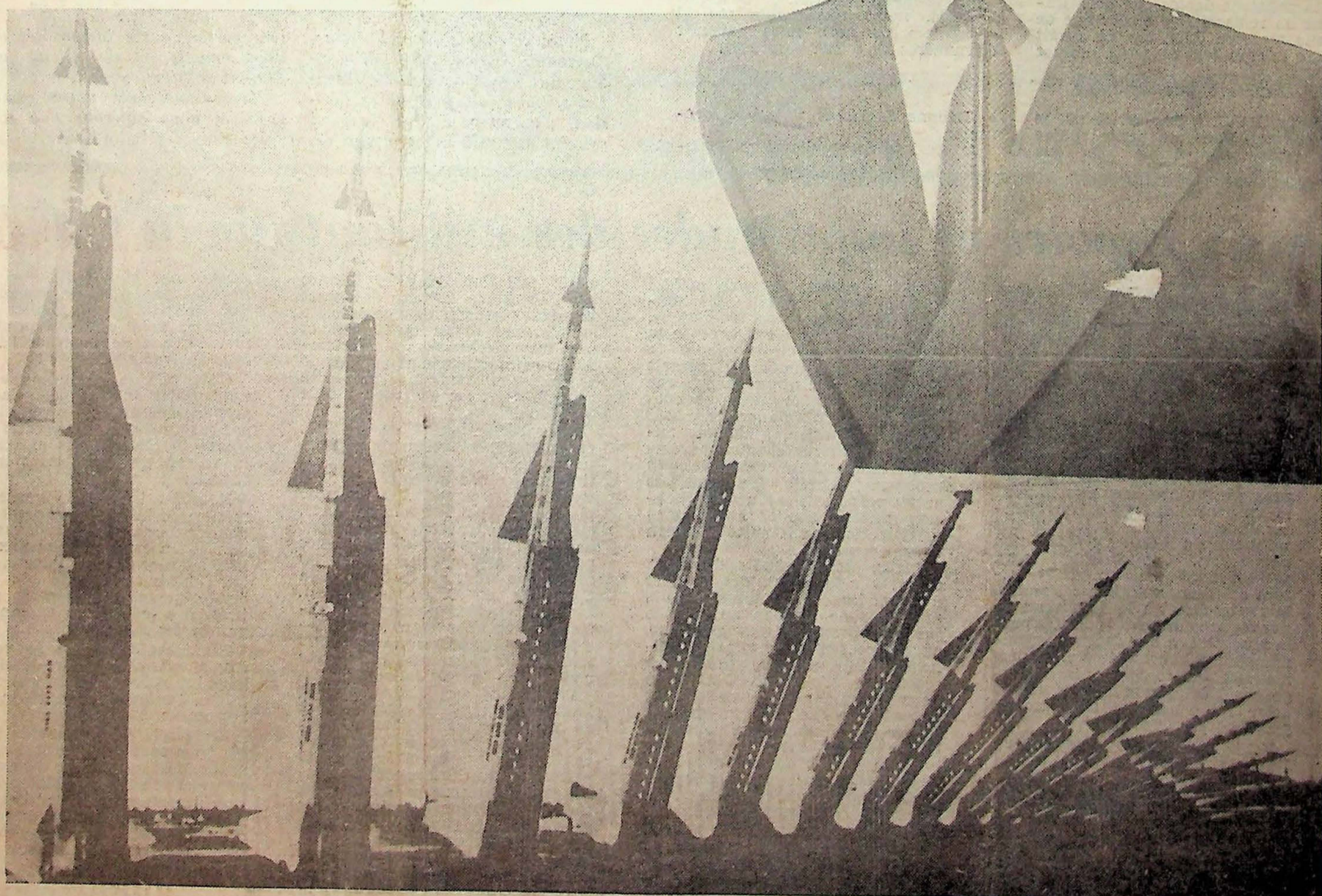
N° 218. — 12 DECEMBRE 1964

FORCE DE FRAPPE = **Mort certaine**

**Pas pour les ministres
car ils seront à l'abri :**

MESSMER

SOURIT...



Courrier des lecteurs

● A propos de "T. S."

● Fédération des Alpes-Maritimes

Suite à l'appel du Conseil national en faveur de « T. S. », j'ai soumis la question au Bureau fédéral. Les décisions suivantes ont été prises pour soutenir le journal d'urgence :
— tous les adhérents non abonnés seront abonnés d'office, les sections faisant l'avance et récupé-

rant l'argent mensuellement, — les ventes au numéro stables seront transformées en abonnements annuels, dans les mêmes conditions que pour les adhérents. Nous arriverons maintenant, tout de suite aux vingt abonnements nouveaux.

● G. Brenier, Yerres

Veillez trouver ci-joint un chèque de 41 F représentant le montant de mon réabonnement à T.S. et 10 abonnements « essai » dont la liste est jointe.

Nous savons quelles difficultés vous surmontez chaque semaine pour nous servir un journal satisfaisant, aussi notre section a décidé de rendre obligatoire l'abonnement au journal pour tous les membres de la section.

Dans le souci d'orienter vos efforts, nous vous présentons quelques suggestions recueillies au cours de nos réunions :

— Dans la perspective des municipales, nous aimerions être aidés par des conseils et informés de ce qui a été réalisé ici ou là dans les municipalités à participation P.S.U.

— Nous pensons qu'il manque au journal une rubrique permanente

● Robert Gertener, Villejuif

Recevant votre circulaire, je vois qu'il reste encore au P.S.U. une minorité de militants capables d'initiative, d'allant, et c'est pourquoi je reprends un abonnement de six mois.

En ce qui concerne le journal, j'admire le travail des camarades qui le font, et ce n'est certainement pas moi qui aurais la lâcheté de les critiquer en me croisant les bras.

● Melliet, secrétaire de section du P.S.U. à Carcassonne

Je suis ici, ainsi que tous mes camarades, avec satisfaction la reprise des ventes de « T.S. ».

Il faut quand même que tu saches combien nous sommes persuadés de l'efficacité de « T.S. » pour le rayonnement du parti, ainsi que de la force de nos positions depuis que nous disposons du remarquable outil forgé de la belle manière (bien que ça aurait pu être mieux) lors de notre dernier

● P. Thévenin, Bar-sur-Seine

Militant P.S.U. à Bar-sur-Seine, je suis d'accord dans ma petite sphère pour tenter l'impossible afin que

l'éducation politique qui serait un guide lors du choix des options précises (exemple : des arguments pour discuter de la municipalisation des terrains ou bien des finances locales).

— Enfin, nous estimons souhaitable la formule consistant à présenter la dernière page de T.S. sous la forme d'une affiche, avec un cadre attirant l'œil et un titre qui retient le passant. Cette forme, peu papante dans les centres urbains, nous semble rentable en banlieue et en province où les gares et les arrêts d'autobus constituent des lieux d'affichage efficaces.

Les membres de la commission « presse » ont notre appui unanime pour poursuivre le travail entrepris. Nous leur renouvelons tous nos encouragements et notre soutien.

Si je peux demander quelque chose, ce serait, à l'occasion d'élections comme les dernières cantonales, de trouver des résultats plus nets, car à la lecture, il n'était pas possible de savoir si certains élus étaient membres du P.S.U. ou simplement alliés. Avant, j'aurais aimé connaître les candidats de province.

Congrès national. Et nous ferons tout pour en profiter au maximum, bien qu'ici la situation soit dure !

C'est dire que très bientôt, nous comptons, nous aussi, entrer dans la danse.

Par le même courrier, je demande à Mari, notre responsable fédéral « presse » de nous faire parvenir 40 numéros de « T.S. » (n° 216).

« Tribune Socialiste » puisse continuer.

Je serai franc en disant que j'ap-

partiens à la tendance minoritaire, mais ce n'est pas une raison pour que l'hebdomadaire du Parti disparaisse. Si « Tribune Socialiste » est supprimée, le Parti suivra peu après, et ce serait bien dommage d'avoir travaillé pour rien.

Je propose donc aux sympathisants P.S.U. de Bar-sur-Seine l'abonnement à « Tribune Socialiste » en leur ex-

● Paul Bourdot, Dole (Jura)

Ayant été désigné responsable de « T. S. » de la section, je vous adresse ci-joint :

— 2 nouveaux abonnements de 6 mois ;
— 1 réabonnement par anticipation.

● A. Mentrier, Annecy

Laissez courir mon abonnement normal. Cela m'obligera à le renouveler prochainement.

En attendant, un petit soutien. On tâchera de faire mieux une prochaine fois.

D'accord, en gros, avec « T. S. ». Pour le reste, je fais confiance aux

● Maurice Charbonnier, Maisons-Alfort

Très bien le n° 216 du 28 novembre. Continuez — mais il faudrait faire des éditions par région — plus économique pour le coût de l'impression, ayant le même titre. Par exemple : la région Sud-Est, de Paris, région

pliquant la situation ; je propose aussi de payer l'abonnement à moitié (la situation étant grave, je fais l'impossible) ; Bar-sur-Seine est une petite ville de 3.000 habitants, située dans l'Aube.

Je vous envoie déjà une liste d'abonnés, l'un d'eux étant un jeune de 18 ans ; vous enverrez « T. S. » à mon adresse avec le mien.

Pleinement conscients de l'importance de « T. S. » pour la vie du Parti et l'information des militants, nous avons décidé, à la section, de rendre l'abonnement obligatoire pour les adhérents.

réactions virulentes (Belfort, l'article sur la montée du socialisme en Europe...) des camarades du Parti. On peut reprocher bien des choses aux P.S.Uistes (si j'ose m'exprimer ainsi), mais pas d'être amorphes et dépeuplés.

Pourvu que ça dure...

Nord-Est, Bordeaux, Nantes Marseille.

Surtout ne faites pas un journal pour les militants du P.S.U., mais un journal pour la propagande et l'action.

Nouveaux abonnements

A cinq grosses fédérations très en retard, un effort important a été demandé :

Nous avons reçu des Côtes-du-Nord 46 nouveaux abonnements
de Paris 21 » »
de Seine-et-Oise 19 » »
de la Banlieue 9 » »

Aucune nouvelle par contre des ARDENNES, du GERS, du TERRITOIRE DE BELFORT.

Le Rhône, l'Isère se mettent en route ainsi que la Haute-Savoie et le Tarn-et-Garonne.

Le Var a atteint le premier objectif et la Haute-Garonne la moitié.

Mais sont toujours en tête : La DORDOGNE, les ALPES-MARITIMES, le JURA, la NIEVRE.

Souscriptions : R.F. de Rouen 100,00 - L.S. Paris 4' 100,00 - Dr V. Cantal 100,00 - J.B. Basses-Pyrénées 100,00 - H.M. Banlieue 200,00 - A.C. de Lyon 100,00.

UNE EXCELLENTE INITIATIVE

Notre camarade Marcel Astruc, Conseiller Général P.S.U. du Canton de Lubes, dans l'Indre-et-Loire, nous fait part de sa décision d'adresser à T.S. « aussi souvent que cela lui sera possible,

une partie de ses indemnités de déplacements et de séjour au Conseil Général. »

Nous remercions notre camarade et nous espérons que son geste aura des imitateurs.

Gard: Espoirs et inquiétudes des militants de la C.G.T.

Nous avons souvent pu lire dans Tribune Socialiste des analyses, des résolutions et des déclarations de la C.G.T. ; mais rarement les impressions de la base militante de cette organisation syndicale ont été rapportées. Cet article va donc chercher à partir d'éléments locaux à donner une idée de l'état d'esprit des militants cégétistes.

L'Union départementale C.G.T. du Gard a une direction large, ses permanents, membres du P.C., ont le souci constant d'y faire respecter la démocratie, et le rôle des militants du P.S.U. s'y révèle non négligeable. Contrairement aux vieilles habitudes, un effort certain de démocratisation a abouti à la recherche et à la découverte de nouveaux cadres non politisés pour la plupart. Les discussions toujours franches et souvent fort vives permettent de souligner les divergences idéologiques mais aussi de créer les conditions d'un travail fraternel et collectif.

Voilà le milieu et l'ambiance ; étudions maintenant les conséquences immédiates de l'évolution de la C.F.T.C. et de la création des comités d'action des secteurs public et nationalisés.

Si la déclaration de Benoit Fraçon en septembre correspondait à l'état d'esprit des travailleurs quant aux formes de lutte (liaisons, coordination, tous ensemble),

il s'avère maintenant que, malgré les contacts au sommet, les multiples déclarations des fédérations, la résolution de la F.E.N. et de la C.G.T., l'attentisme règne à la base : chez les mineurs il apparaît difficile de manifester dans la rue en dehors de toute grève ; chez les cheminots, en l'absence de tout travail d'agitation, seule une minorité de cadres syndicaux comprend l'importance et l'ampleur du problème ; tandis que dans les autres corporations l'incompréhension générale aboutit à une non-participation au Comité d'Action départementale.

Certes les dirigeants de l'U.D. créent sur le papier des Comités d'Action locaux et intercorporatifs mais aucune réunion ne succède jusqu'à présent à ces créations, aucun tract n'informe les travailleurs, aucune section syndicale ne réagit par elle-même. C'est donc dans un climat de pessimisme et d'inquiétude que vont se développer les premières actions pour mobiliser les militants.

Pourtant il est certain que l'ensemble des salariés accepte le mot d'ordre du « Tous ensemble ». Ce qui freine son développement ce sont les vieilles habitudes corporatistes, le manque de perspectives claires, l'absence d'objectifs politiques. Le problème du renversement du régime n'est encore abordé qu'avec timidité et dans un

cadre restreint d'initiés. D'autre part, l'unité se fait sur des bases limitées (défense de la Sécurité sociale, des droits syndicaux) et une incompréhension inconsciemment ou consciemment entretenue amène les militants à rejeter toute analyse objective de telle ou telle évolution.

Pour l'évolution de la C.F.T.C., par exemple beaucoup de cégétistes y voient une opération politique de grande ampleur (C.F.D.T. plus Defferre plus S.F.I.O. moderne plus Clubs, égal Parti travailliste), tandis que d'autres rencontrent des difficultés, vestiges des luttes passées (à Alès les cheminots CFTC sortent un tract virulent contre la C.G.T. et la V.O. en particulier). Les plus lucides pourtant apprécient le premier tract de l'U.D.-C.F.D.T. qui préconise une « unité solide de la classe ouvrière » dans un « esprit laïc de tolérance ».

Par contre, les transformations internes de la C.G.T. échappent à de nombreux camarades C.F.D.T. et F.O. Ils jugent cette centrale en fonction eux aussi de schémas passés ; certes l'influence communiste y est encore prépondérante, certes la tradition « léniniste » de la courroie de transmission joue plus ou moins son rôle, mais d'un autre côté, avec l'appui des dirigeants communistes ou non, les directions des syndicats se transforment, des jeunes accèdent aux res-

ponsabilités, et il faut noter qu'ils ne sont pas marqués comme les anciens par les « vieilles divisions ». Tout cela est positif et nous permet de regarder l'avenir avec quelque espoir.

C'est cela le renouveau auquel notre parti doit apporter la plus grande attention en le consolidant par des propositions concrètes comprises des travailleurs et ouvrant la voie à de véritables solutions socialistes.

Il serait inutile de vanter les mérites de l'Unité, sans vouloir lui donner un sang nouveau, sans lui donner un contenu collé aux réalités sociales et économiques. Vouloir limiter cette unité à « liquider-les-querelles-du-passé » aboutirait à une sclérose encore plus grande des appareils.

Les travailleurs ont la volonté d'agir ensemble. Pour développer leurs luttes journalières, une orientation d'ensemble leur fait maheurement encore défaut.

Notre rôle de militant du P.S.U. est donc tout tracé et il n'est pas mince. Offrir cette vue d'ensemble, proposer l'indispensable orientation économique et politique, défendre les principes du Front socialiste. Voilà d'ailleurs ce que nous faisons sur le tas dans notre département.

Jacques COMPERE.

TOUS UNIS CONTRE L'ETAT-PATRON

LE 11 décembre verra le plus puissant mouvement revendicatif depuis l'avènement du pouvoir gaulliste. Toutes les organisations syndicales, tous les travailleurs du secteur public et de nombreux salariés du secteur privé participeront aux actions engagées ce jour-là. La grève du 11 traduira une vaste protestation contre la politique économique et sociale du gouvernement.

Les raisons du mouvement sont évidentes. Le « plan de stabilisation » stabilise surtout les salaires. Faute de réformes de structure, de mesures propres à juguler la spéculation, en premier lieu les spéculations foncières et boursières, faute d'une réorganisation des circuits de distribution, le plan gaulliste ne peut qu'être rejeté par les salariés et est voué à l'échec. La politique des revenus est un leurre. Tout l'équilibre du système repose sur la pénalisation des salaires dans leur ensemble par rapport aux autres revenus. Ainsi que le déclarent les syndicats du Gaz et de l'Electricité de France : « Le gouvernement veut, sous le prétexte d'un plan dit de stabilisation, justifier une politique autoritaire des revenus, limiter la progression indispensable des traitements et salaires, mais permettre l'accroissement sans contrôle des profits et privilèges. »

A l'égard des salariés soumis à sa tutelle, l'Etat-patron continue à user de méthodes critiquées par les « Sages » eux-mêmes, auxquels il avait fait appel pour régler le conflit des mineurs. Rapport Tottée, commissions Grégoire, autant de procédures qui contiennent « une part croissante de faux-semblants », autant de procédures qui visent plus à « intégrer » les syndicats qu'à instaurer avec eux une franche discussion. Face au retard pris par les salaires du secteur public, le Pouvoir adopte une attitude dilatoire qui ne peut aboutir qu'à des explosions.

A des considérations de justice s'ajoutent pour les socialistes que nous sommes des raisons particulières de soutenir les revendications des travailleurs du secteur public. Si la dégradation de ce secteur se poursuit, si le personnel le plus qualifié a tendance à le fuir, c'est la notion même

de nationalisation qui est remise en cause et avec elle ce sont les chances de la planification socialiste de demain qui sont sacrifiées.

Ceci dit, nous n'oublions pas pour autant les pressions qu'exerce le gouvernement pour freiner la hausse des salaires dans le secteur privé. Nous n'oublions pas la chasse aux militants syndicalistes faite dans de nombreuses entreprises ; nous n'oublions pas que les travailleurs n'ont point encore conquis le pouvoir économique auquel ils ont droit. C'est un combat d'ensemble qu'il faut mener pour l'émancipation des salariés, contre le capitalisme ancien et moderne et les gouvernements à sa dévotion.

Les travailleurs le ressentent de plus en

plus clairement ; les mouvements partiels, fragmentés, sans perspectives, ne font plus recette. Sans reprendre à son compte le mythe de la « grève générale », le P.S.U., qui a toujours préconisé de vastes mouvements, se félicite de la coordination réalisée pour le 11 décembre, en particulier dans le secteur public.

Mais cette journée ne doit pas rester sans lendemain, comme ce fut le cas trop souvent dans le passé, même pour des mouvements d'envergure comme celui du 18 mars dernier. Le 11 décembre doit être l'étape nécessaire de ce mouvement « progressif et continu » préconisé par les syndicats du secteur nationalisé. Ce n'est que par une action puissante et persévérante que le Pouvoir sera amené à reculer.

Pour nous, le social ne se sépare pas de l'économique et du politique. Il faut lier les revendications immédiates à la bataille contre le régime, il faut utiliser la lutte engagée pour saper les fondements économiques du néo-capitalisme. Le V^e Plan, dont dépend notre avenir, doit être contesté en ce qui concerne les méthodes d'élaboration, les options choisies, les moyens mis en œuvre. Il faut dénoncer l'insuffisance des objectifs sociaux, le refus de réduire la durée du travail, l'absence de mesures prioritaires en faveur des plus défavorisés. Il faut opposer le coût de la force de frappe à l'insuffisance des investissements productifs, la priorité donnée à l'autofinancement sur l'investissement public. Il faut montrer que la gauche ne peut battre en brèche le régime si elle se contente de critiques négatives, si elle se refuse à faire des contre-propositions précises. Il faut rappeler que le P.S.U. a élaboré un contre-plan qui peut se discuter mais qui nous paraît le type même de proposition susceptible d'entraîner l'accord des syndicats et des partis se réclamant du socialisme, c'est-à-dire de hâter la construction du front socialiste.

Les militants du P.S.U. auront à cœur de répandre ces explications à l'occasion du mouvement du 11 décembre et de contribuer de toutes leurs forces à son succès dans l'unité la plus totale des travailleurs.

Maurice Combes.

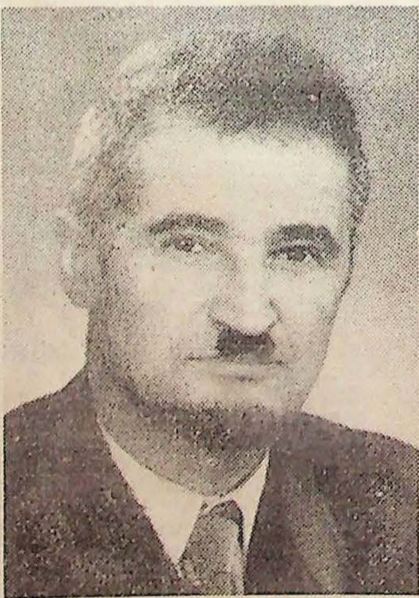
Communiqué du Bureau national du P.S.U.

Le Bureau national du Parti Socialiste Unifié souligne que le mouvement du 11 décembre est motivé par la politique économique et sociale du gouvernement : plan de stabilisation qui freine la hausse des salaires et non celle des prix, attitude dilatoire et « faux-semblants » dans le secteur public, pressions pour entraver l'élévation des salaires dans le secteur privé, projet de V^e Plan qui n'exclut pas les risques de chômage, ne comporte pas la réduction de la durée du travail ni de mesures prioritaires en faveur des salariés les plus défavorisés.

Le P.S.U. dénonce une fois de plus une politique qui sacrifie les investissements productifs aux dépenses de prestige, l'intérêt général aux intérêts privés. Il se félicite de la coordination réalisée dans l'ensemble du secteur public et dans de nombreuses entreprises privées pour le 11 décembre qui doit être une étape vers de nouvelles luttes propres à faire reculer le Pouvoir.

Le Bureau national appelle tous les militants du parti à contribuer au succès et à l'élargissement des luttes engagées.

ADIEU, ANTOINE MAZIER



(Photo Harcourt)

Tous les militants du P.S.U. ont été atterrés en apprenant l'affreuse nouvelle, à laquelle ils voulaient se refuser de croire.

Nous n'ignorions certes pas qu'Antoine Mazier était sérieusement malade et, à chacune des visites que nous lui rendions, à « Cochin », puis à « Marie-Lannelongue », nous étions assaillis par l'inquiétude. Mais son cran, son ressort, la renaissance de son appétit, les questions si clairvoyantes qu'il posait sur l'activité du

P.S.U., les précisions que nous donnait avec tant d'affection notre excellent camarade le docteur excellent camarade le docteur Court, nous apportaient de nouvelles raisons d'espérer. Aussi le dénouement brutal, qui frappe si cruellement son admirable compagne et les siens, nous porte-t-il à tous un très rude coup.

Il n'était pas possible de ne pas aimer Mazier, lorsqu'on avait le privilège de le connaître et surtout de le bien connaître. Il n'était pas possible de ne pas l'admirer quand on avait eu la joie de lutter à ses côtés, dans les mauvais jours comme dans les bons, et d'apprécier ses qualités intellectuelles égales à ses qualités morales et à sa ténacité pour mener les bons combats.

C'est grâce à des hommes comme lui que « politicien » et « homme politique » ne sont pas synonymes. Il n'a jamais songé, en s'engageant — et avec quelle ardeur ! — dans la mêlée, à poursuivre une carrière. Il se battait pour son idéal, pour notre idéal. Aussi, n'avait-on pas à se demander de quel côté il se trouverait, lorsqu'il fallait procéder à des choix décisifs, en des moments cruciaux. Je me souviens du courage avec lequel, à l'Assemblée nationale, il a stigmatisé la sale guerre d'Indochine, non seulement parce qu'il savait qu'elle

se terminerait, pour la France, « par autre chose que par une victoire », comme nous le disions dans les Congrès S.F.I.O., mais parce qu'il ne craignait pas de proclamer bien haut le droit de tous les peuples du monde d'être maîtres de leur destinée. Son attitude, déterminée par les mêmes mobiles, fut identique en ce qui concerne Madagascar, le Maroc, la Tunisie, l'Algérie. Adversaire résolu de l'oppression coloniale, il dénonça la hideuse torture qui déshonore ceux qui la pratiquent et ceux qui, par leur silence complice, la tolèrent. Jamais, même lors des pires affrontements, il ne se résigna à la division des forces de gauche. Il savait que leur unité exigeait un immense effort de renouvellement et il en donnait l'exemple. Il ne pouvait tolérer que des socialistes disent « oui » au pouvoir personnel et se fassent les fourriers du gaullisme. Il était de ceux qui, dans une petite salle de café de la rue de la Défense, à Issy-les-Moulineaux, le 13 septembre 1958, m'ont demandé d'assumer la responsabilité de fonder avec eux le P.S.A. Je n'oublierai jamais son émotion lorsque j'ai répondu affirmativement à un tel appel. Quel réconfort pour moi de savoir à mes côtés un tel frère d'armes ! Il contribua bien entendu à la naissance

du P.S.U. et nous y donna bien des sujets de satisfaction. Saint-Brieuc, grâce à lui pour une très large part, est (et doit rester) un des hauts lieux du socialisme authentique. En France, et dans le monde entier, on a suivi avec un vif intérêt la conquête de la municipalité par la gauche unie, sous l'impulsion d'Antoine Mazier, les victoires remportées au Conseil général, les progrès si importants réalisés aux élections législatives.

Notre Fédération des Côtes-du-Nord se classe la première par le chiffre de ses adhérents, en proportion du nombre d'habitants dans le département.

La fidélité à notre grand ami impose à tous nos camarades de continuer son œuvre en s'inspirant de ses leçons, groupés autour de notre chère Jeanne Mazier, devant la grande douleur de laquelle je m'incline aujourd'hui avec une profonde émotion, en lui disant, au nom du P.S.U. tout entier : « le souvenir de celui que nous pleurons avec vous sera précisément conservé comme celui d'un fondateur et d'un militant d'élite, avec tout ce que ce mot comporte de noblesse, d'abnégation, de pureté. »

Edouard Depreux,
Secrétaire national
du P.S.U.

ACTUALITÉS

Loyers libres mais plus chers

Nous avons indiqué la semaine dernière que le taux des loyers des appartements anciens ne serait pas majoré comme prévu en janvier 1965 mais seulement en juillet de l'année prochaine. Cependant le gouvernement vient de prendre une mesure qui réjouira moins ceux qui sont à la recherche d'un toit : il rend la liberté aux loyers des appartements vacants dans les immeubles anciens. Sans doute cela existait déjà dans nom-



(Photo A.D.P.)

«Etrange ministre de la Construction : il préfère la force de frappe à 1.000.000 de H.L.M. 3 pièces.»

bre de communes importantes, mais cette fois la mesure est générale et s'applique même aux régions où sévit la crise du logement (qui sont nombreuses). Toutefois, elle ne concerne pas les locaux libérés depuis moins de cinq ans par l'exercice du droit de reprise.

De nombreuses protestations sont à prévoir. Le gouvernement prétend qu'il favorisera ainsi la baisse de l'ensemble des loyers, y compris ceux des appartements neufs vacants. C'est feindre d'ignorer que le taux élevé des locations résulte de la pénurie de logements et de l'incidence de la spéculation foncière sur le coût de la construction. Le V^e Plan prévoit 470.000 logements par an en 1970, alors que le contre-plan du P.S.U. — qui comporte notamment la municipalisation du sol — estime nécessaire la construction de 550.000 logements annuels, dont 300.000 H.L.M. locatifs. Ce n'est qu'à ce prix que la crise du logement pourrait être résolue pour les salariés.

Le Conseil économique contre la politique des revenus

Le Conseil économique et social s'est prononcé contre la « politique des revenus » préconisée par M. Massé. Le débat avait été marqué par le dépôt d'un contre-projet du groupe Force ouvrière qui déplorait que la politique gouvernementale ne remette pas en cause « la structure essentielle des revenus : fiscalité, prix, disparité ». Ce texte, repoussé en section, avait été approuvé par la C.G.T. et la C.G.C. La C.F.D.T., qui s'était abstenue, se montrait par contre favorable au principe d'un éventuel C.E.A.R. (Collège d'études et d'appréciation des revenus) et proposait un amendement pour l'accession des travailleurs à une part des accroissements d'actifs réalisés grâce à l'autofinancement.

De leur côté, les gaullistes du Conseil, Mme Devaud, Léo Hamon, Chalandon proposait la création d'un collège de personnalités qui aurait joué le rôle d'arbitre en matière de politique des revenus. Finalement, le rapport de M. de Loynes traitant des

« principes et critères d'une politique des revenus » a été rejeté par 93 voix contre, 29 pour et 33 abstentions.

A noter que les représentants du patronat, qui avaient approuvé le rapport en section, ont voté contre en séance plénière. Il n'y a donc eu pour cautionner la « politique des revenus » qu'un certain nombre de représentants des agriculteurs, les cinq conseillers siégeant au titre des ententes nationales et diverses personnalités. Mais cela gênera-t-il beaucoup le Pouvoir ?

Vitry : appel des travailleurs après les licenciements

Trente-quatre travailleurs de la S.C.E.P.A.-Euro-Meca sont licenciés

Il y a deux mois, c'était le cas de quarante-deux travailleurs de la S.O. F.A.M. où persistent les menaces de licenciement.

En deux ans, ce sont plus de cinq cents travailleurs de notre localité qui ont été touchés par de semblables mesures.

Tout ceci s'inscrit dans un contexte national de concentration capitaliste, soutenue par le pouvoir et dirigée avant tout dans le sens d'une compression plus accentuée du personnel.

Cette situation est encore aggravée par le « plan de stabilisation » qui pousse à la récession par la diminution du pouvoir d'achat, prélude à toutes les crises économiques, et qui peut toucher demain, par répercussion, l'ensemble des travailleurs.

A l'appel des trois unions locales (C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.D.T. (C.F.T.C.)), les partis politiques, organisations et personnalités soussignées ont constitué un comité permanent de Défense de l'emploi.

la municipalité, le parti communiste français, le parti socialiste (S.F.I.O.), le parti socialiste unifié, la Ligue des droits de l'homme, le Mouvement de libération ouvrière, l'Association syndicale des familles, l'Union des femmes françaises, l'Union des vieux de France, les prêtres Brugger et Berger.

S'adresser : Comité permanent de défense de l'emploi, 2, rue de Montebello, Vitry.

Deuxième manifestation des travailleurs de la Thomson

En lutte depuis plus de cinq semaines, plus de 3.000 salariés de la Cie Thomson-Houston et S.N.E.R.I. des usines de Bagneux, Gennevilliers, Sartrouville, Château-Orbeaux, Nanterre ont manifesté le 1^{er} décembre 1964 de 12 h à 12 h 30 sur les grands boulevards. C'est la deuxième manifestation que le personnel organise dans Paris pour faire connaître ses revendications, après avoir effectué de nombreux débrayages dans les usines du trust :

- Augmentation non hiérarchisée des salaires ;
- Réduction du temps de travail ;
- Avenants à la convention collective (retraites, problèmes agents techniques électroniques) ;
- Reconnaissance des droits syndicaux ;
- Fonds de garantie de ressources.

Uni avec les organisations syndicales C.F.D.T. (C.F.T.C.) et C.G.T., le personnel de la Cie Thomson et Sneri marque sa volonté de poursuivre ces actions jusqu'à la satisfaction des revendications.

Jusqu'à ce jour, la direction générale refuse la discussion, se cantonnant dans des déclarations unilatérales ne répondant pas aux revendications et s'enfermant derrière des considérations juridiques choisies par elle.

Le Comité intersyndical C.G.T.-C.F.D.T. (C.F.T.C.) des usines Thomson de la région parisienne.

EUROPE

Nos partenaires et la bombe

La peur du nationalisme

C'est sur les instructions personnelles de de Gaulle que le vote sur la loi-programme, qui ne devait avoir lieu qu'au printemps prochain, s'est déroulé à l'Assemblée nationale, il y a huit jours.

L'avenir de notre pays (à l'intérieur et à l'extérieur) tourne donc autour de la bombe. Il apparaît ainsi que de Gaulle a voulu placer le pays, sur tous les plans, technique, financier, militaire, à une position de « non-retour ». Ce vote a engagé notre politique d'équipement militaire et atomique pour les six années à venir...

Au même moment, l'Assemblée parlementaire de l'Union de l'Europe occidentale adoptait, par trente-sept voix contre neuf et quinze abstentions, une résolution approuvant la constitution d'une « force nucléaire atlantique sur une base multilatérale ».

Une menace pour le « monde libre »

Quelle est donc la position de nos autres partenaires du Marché commun ?

Pour les Hollandais, il n'y a pas de question. « La mise en place d'une structure politique représenterait une menace pour la coopération atlantique ». La lutte qui se joue à tous les niveaux entre le « monde libre » et le bloc soviétique, malgré toutes les tensions et toutes les détentes successives, n'oppose, au fond, que les systèmes économique-militaires de deux pays, l'U.R.S.S. et les U.S.A. Les autres puissances ne sont que des comparses. Sans doute, reconnaissent-ils que l'économie des divers pays européens est parvenue à un stade parfaitement honorable : avant la deuxième guerre mondiale, la production de l'Europe occidentale surpassait la production nord-américaine ; dès l'après-guerre, elle en constituait un peu plus de la moitié, et à l'heure actuelle, elle en représente les trois quarts.

Certes, en ce qui concerne la production d'acier, les U.S.A. produisent 89 millions de tonnes contre 79 millions pour la C.E.E. et seule-

ment 29 millions pour l'Association européenne de libre échange. Mais le montant des exportations des U.S.A. n'est que de 21 milliards de dollars contre 34 milliards pour la C.E.E. et 20 milliards pour l'A.E.L.E. Les réserves d'or de la C.E.E. se montent à 12 milliards de dollars contre 16 milliards aux U.S.A. (statistiques de 1962).

Malgré cela, les Hollandais pensent que l'on doit considérer comme illusoire et irréalisables une politique étrangère et une défense strictement européennes.

Autrement dit, l'unité européenne n'est pas considérée aux Pays-Bas comme une fin en soi, mais comme une contribution à la Communauté atlantique. Et, ajoutent les Hollandais, la participation de la Grande-Bretagne au Marché commun ne peut être que bénéfique.

Le point de vue italien rejoint celui des Hollandais en ce qui concerne l'entente de la Grande-Bretagne dans la C.E.E., ne serait-ce que pour établir un contrepoids important à la renouveau toujours possible des nationalismes allemand et français. Le « gaullisme » a été très nettement ressenti en Italie ; il y a deux ou trois mois, certains observateurs de la vie politique italienne pensaient que le pays était « mûr » pour une telle expérience et la redoutaient. Toujours est-il que M. Saragat, le ministre des Affaires étrangères, est partisan d'une Europe à structure fédérale, ouverte vers les pays démocratiques et partenaire égale des Etats-Unis.

Les Belges sont assez sensiblement du même avis. Quant aux Allemands, les derniers entretiens qui ont eu lieu à Washington au sujet de la force multilatérale entre les ministres intéressés, les difficultés qu'ils créent à propos du Marché commun agricole (la fameuse « affaire du 15 décembre », comme on dit), tout prouve que leur conception est profondément opposée à l'opinion du général de Gaulle. Non seulement, Bonn ne veut pas avoir à choisir entre Paris et Washington, mais tout laisse à penser que le gouvernement allemand s'abritera sous le « parapluie américain ». Le chancelier Erhard le rappelait encore dimanche dernier.

Une politique de rechange ?

Une fois de plus, les contradictions existant à l'intérieur du monde capitaliste ne peuvent plus se masquer.

Pendant ce temps, le Premier ministre britannique, M. Wilson, est aux Etats-Unis, où il a rencontré M. Johnson, lundi. La formule de la force multilatérale proposée par les Américains ne lui convient pas, car elle permettrait aux Allemands de l'Ouest d'avoir accès, librement, aux secrets atomiques. Il est permis de penser aussi qu'il ne pardonnera pas de sitôt aux Allemands d'avoir, la semaine dernière, « joué » la dévaluation de la livre sterling...

De Gaulle, au milieu de tout cela, a-t-il une politique de rechange ?

Sans doute, depuis quelque temps, reçoit-il divers ministres des pays de l'Est, venus à Paris pour tenter d'accroître leurs échanges (économiques, culturels, etc.) avec la France. Mais on voit mal comment nous pourrions sortir du Marché commun, alors que nos échanges avec l'U.R.S.S. ne représentent que 2 % de notre commerce extérieur.

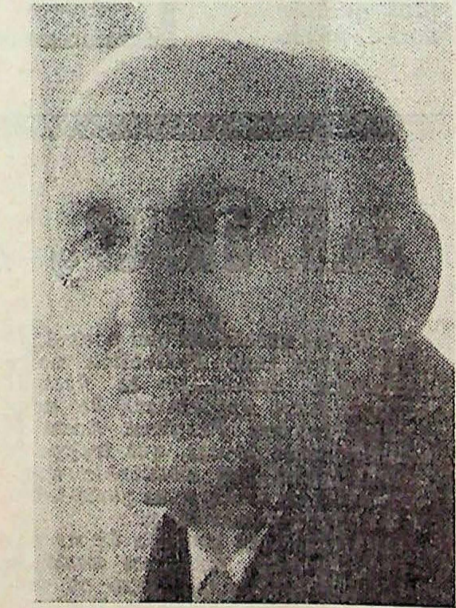
Il ne faut pas oublier que l'opération tactique de de Gaulle se joue, aussi, sur le plan intérieur : les élections présidentielles se dérouleront dans un an...

Le « S.O.S. » lancé par de Gaulle à Strasbourg est ainsi tombé dans l'indifférence générale.

De toute façon, le président de la République ne cherche pas à créer l'Europe, comme nous pensons qu'elle ne peut être appuyée sur les grands monopoles et le capital financier ne recherchant que le maximum de profit, ce que Serge Mallet a très bien expliqué dans les deux derniers numéros de « T. S. », à propos de l'agriculture. L'Europe que nous voulons, et dont il n'est pas possible de penser que la Grande-Bretagne en soit exclue, sera prise en main par les travailleurs, indépendante et dégagée des deux grands blocs que sont les U.S.A. et l'U.R.S.S., une Europe qui sera ce que les travailleurs voudront qu'elle soit ; une Europe, de toute façon, dont la bombe ne sera pas le point de ralliement.

« Qui veut tout gagner risque fort de tout perdre, écrivait Sirius dans « Le Monde », la semaine dernière. Puissent les élus de la nation se rappeler, en pesant leurs responsabilités, que pour le meilleur et le pire, ils sont eux aussi la France. »

Les deux cent soixante-dix-huit voix d'une majorité que l'on ne peut plus qualifier d'inconsciente mais d'imbécile ont répondu comme vous le savez...



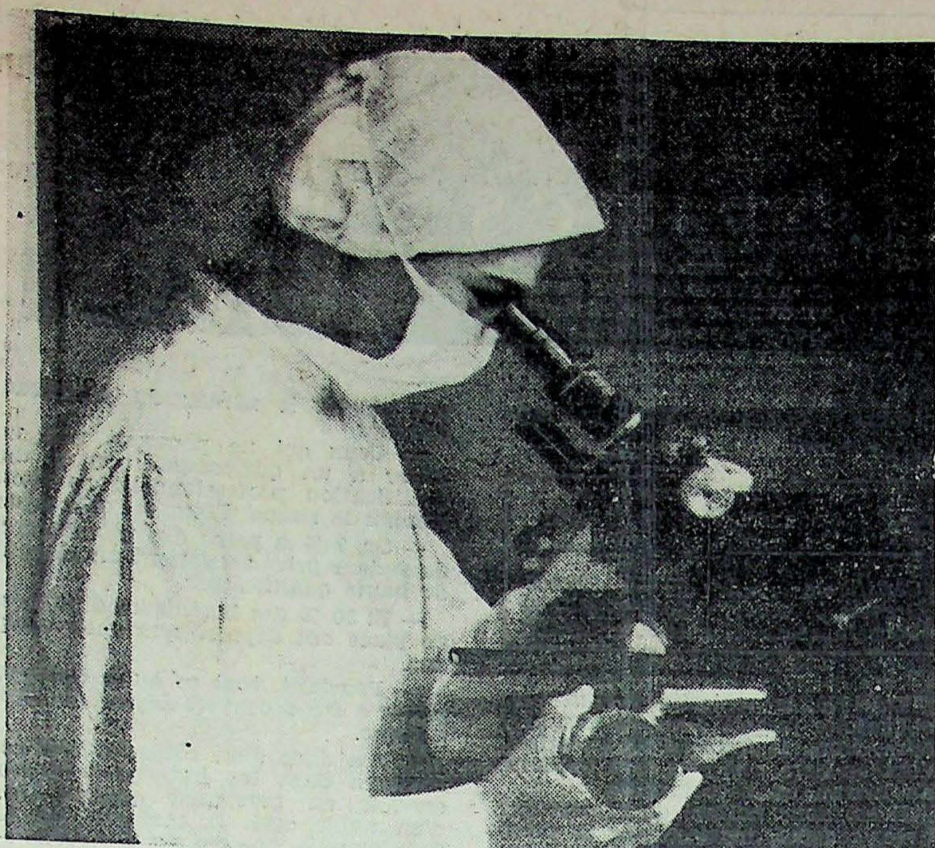
(Photo A.D.P.)

Dassault : en 1968, ses Mirages ne serviront plus, mais lui en aura profité...

ment 29 millions pour l'Association européenne de libre échange. Mais le montant des exportations des U.S.A. n'est que de 21 milliards de dollars contre 34 milliards pour la C.E.E. et 20 milliards pour l'A.E.L.E. Les réserves d'or de la C.E.E. se montent à 12 milliards de dollars contre 16 milliards aux U.S.A. (statistiques de 1962).

Malgré cela, les Hollandais pensent que l'on doit considérer comme illusoire et irréalisables une politique étrangère et une défense strictement européennes.

Autrement dit, l'unité européenne n'est pas considérée aux Pays-Bas comme une fin en soi, mais comme une contribution à la Communauté atlantique. Et, ajoutent les Hollandais, la participation de la Grande-Bretagne au Marché commun ne peut être que bénéfique.



(Photo A.D.P.)

Il n'existe pas, à la vérité, de dépenses plus rentables que celles consacrées à la santé...

MÉDECINE

Les jeunes médecins passent à l'attaque

Plusieurs manifestations des organisations professionnelles médicales ont attiré l'attention cette semaine sur les problèmes médicaux et sur l'évolution de l'attitude du corps médical face à ces problèmes.

La Confédération des syndicats médicaux français vient de confirmer son option pro-conventionniste, malgré les critiques qu'elle continue à faire à l'égard du gouvernement pour son attitude autoritaire et son refus de satisfaire les revendications sociales des médecins.

Surtout, les « jeunes tures » du corps médical ont affirmé la nécessité de dépasser le problème des conventions (qui est un aspect purement comptable du problème des soins) pour aborder maintenant l'étude des réformes de structure de la médecine.

C'est en effet ce thème que viennent de débattre deux organisations très proches l'une de l'autre, travaillant dès maintenant en cartel, et préparant l'édition d'une revue commune : le Groupement d'études et de recherches pour une médecine moderne (G.E.R.M.M.) et le Centre national des jeunes médecins (C.N.J.M.).

V^e Plan et politique malthusienne de la santé

Le G.E.R.M.M. s'est livré à une critique serrée de la partie sanitaire et sociale du V^e Plan ainsi que de la notion de « consommation médicale ».

En effet, depuis quelques mois, une

polémique s'est engagée sur l'augmentation de la consommation médicale. Les médecins par les traitements inconsidérés et les congés abusifs qu'ils prescrivent seraient les grands responsables d'un prétendu déficit de la Sécurité sociale ! Les dépenses médicales mettraient en péril l'équilibre économique du pays !

En fait, dans tous les pays civilisés, la consommation de soins augmente plus vite que le revenu national. La consommation médicale a doublé de 1950 à 1960. Il est certain que les progrès médicaux déterminent l'augmentation des dépenses de santé. L'efficacité de la médecine se paie. On oublie trop qu'en 30 ans les perspectives de vie se sont élevées de 20 ans, que la mortalité infantile a baissé de moitié de 1950 à 1960, que la mortalité entre 15 et 35 ans a baissé des deux tiers depuis 1938 et que depuis 12 ans 275.000 décès par tuberculose et par pneumonie ont été épargnés en France. Il n'existe pas, à la vérité, de dépenses plus rentables que celles consacrées à la santé, si ce n'est les dépenses d'éducation ou de recherche, mais seules les dépenses apparaissent dans les bilans financiers.

On se réjouit avec raison de la multiplication par 6 des dépenses de voiture, par 10 des dépenses de machine à laver, mais on s'offusque du doublement des dépenses de santé.

Le problème qui se pose est le suivant : doit-on considérer la santé comme prioritaire, le gouvernement ayant pour tâche de trouver les

moyens de faire face à ces besoins ? Ou bien les soucis du taux d'expansion économique, de l'auto-investissement des entreprises, de la rétribution du capital investi doivent-ils prendre le pas sur la santé de l'homme ?

De ces deux thèses, le gouvernement a choisi la seconde. Il reconstruit dans le V^e Plan un domaine prioritaire : « Dans ce domaine, des orientations ont déjà été déterminées, déclare Pierre Massé. Le programme qui les exprime obéit à ses lois propres et se définit indépendamment de la croissance économique ». Il s'agit là non de la santé mais de la défense nationale.

On peut encore poser la question sous une autre forme, particulièrement frappante :

— Le gouvernement se préoccupe-t-il d'avoir un budget des forces armées en équilibre ?

Et cependant il y a en France une sous-consommation médicale.

La consommation médicale est en France en retard sur les pays voisins. Le nombre de consultations et visites par personne et par an était en 1958 de 10,36 en Belgique, de 15,70 en Allemagne fédérale, de 10,94 en Italie. Trois ans plus tard, en 1961, il était en France de 3,70, de 4,62 en 1962.

Selon les régions et les catégories socio-professionnelles, la consommation médicale varie de 1 à 4 comme le prouvent les études du CREDOC.

L'évolution démographique caractérisée par une augmentation de 750.000 enfants et de près de 600.000 personnes âgées d'ici 1970, et l'urbanisation accélérée (il est prévu que 4.500.000 personnes émigreront d'ici 1970 dans les villes) devrait déterminer une hausse sensible de la consommation médicale.

Ainsi doit-on s'attendre, dans les années à venir, à un doublement de la consommation médicale.

Or l'évolution de la démographie médicale pour les années à venir permet d'être particulièrement inquiet. En 1961, les omnipraticiens ont fait en moyenne 18,4 visites et consultations par jour. L'augmentation prévisible du nombre de médecins d'ici 1970 ne dépasse pas 10 %. Compte tenu de l'augmentation de la consommation médicale et de l'évolution

démographique, on peut chiffrer de 35 à 40 le nombre moyen de visites et de consultations par médecin en 1970.

Aucune prévision n'est faite dans le V^e Plan pour étudier si, face à une consommation médicale rapidement croissante, il existera des hommes et des équipements permettant d'y faire face. Le gouvernement qui, contre l'avis des représentants des assurés sociaux et des médecins, légifère sur la médecine de groupe et d'équipe n'a rien prévu dans le V^e Plan pour l'équipement de ces groupes.

Quant aux besoins nécessaires pour l'équipement sanitaire et social, ils ont été évalués pour 1970 à 55.760 millions. Mais le ministère a chiffré à 22.000 millions le montant maximum des engagements dont il était en mesure de demander l'inscription au titre du V^e Plan.

(Nous reviendrons prochainement sur le détail des chiffres retenus.)

Pour un contre-plan médical

Le G.E.R.M.M. et le C.N.J.M., au cours de plusieurs réunions de groupes de travail et au cours d'un week-end d'étude à Poissy, ont abordé l'étude de ce que pourrait être une véritable planification sanitaire et sociale, les exigences d'une politique de prévention, d'éducation sanitaire, de lutte contre les fléaux sociaux, la réforme hospitalo-universitaire, les conditions de travail du médecin. Ils ont mis en évidence la nécessité de nationaliser et de réorganiser les industries pharmaceutiques et radiologiques.

C'est en fait un véritable programme de santé qui doit être mis sur pied, programme qui pourrait devenir commun à toutes les forces progressistes, dans une perspective de transition vers le socialisme (car tout n'est pas possible dans n'importe quel régime).

Une proposition de travail en commun dans cette optique a d'ores et déjà été lancée par les jeunes médecins aux syndicats médicaux, aux syndicats ouvriers, syndicats de cadres, étudiants, organisations familiales, mutualistes, associations de malades, partis politiques.

Dr. Albuher.

L'ouvrage de base de toute bibliothèque



L'ENTHOUSIASME DES ÉCRIVAINS !

« Une extraordinaire réussite, ce Littré ».

JEAN PAULHAN

de l'Académie Française

« Par sa forme inhabituelle, il sera facile à loger dans les bibliothèques et à portée de la main. C'est le plus beau cadeau que l'on puisse faire à un homme instruit et désireux de s'instruire ».

MAURICE GARÇON

de l'Académie Française

« Un cadeau royal et précieux ».

FRANÇOIS MAURIAC

de l'Académie Française

« Bravo pour le Littré ! Le format, la différence de caractères, la marge spacieuse où débordent le mot cherché, la reliure ; tout témoigne d'une connaissance parfaite de ce que l'on peut souhaiter d'un dictionnaire ».

MARCEL JOUANDEAU

« L'enveloppe nouvelle, sous laquelle se présente un texte reproduit avec vénération, n'est pas une des moindres joies que procure aux lecteurs ce roman d'aventures - les aventures de la langue française ».

RAYMOND QUENEAU

de l'Académie Goncourt

la seule édition intégrale et conforme du célèbre Dictionnaire de la Langue Française

(Edition Gallimard Hachette)

« Ce monument national » comme disait Pasteur, ce « trésor de notre langue » (Le Figaro), cette « bible de l'homme cultivé » (Arts) est l'ouvrage de base de toute bibliothèque. Qui veut écrire ou parler correctement le français doit se référer à cette autorité indiscutée. La nouvelle édition, la seule, la vraie ! - reproduisant scrupuleusement le texte de l'ancienne devenue introuvable, lui est supérieure par la clarté et la maniabilité. Elle a été primée à l'Exposition Triennale des Arts Français et adoptée par toutes les grandes bibliothèques, l'Académie, le Ministère de l'Éducation Nationale, etc... Elle comprend 7 volumes de 2.000 pages, format 13x26 sur velin ivoire, reliés pleine toile.

Profitez des conditions exceptionnelles faites à nos lecteurs :

10 mensualités de 45 fr. ou 406 fr. (en un seul versement au comptant ou en 3 mensualités de 135 fr. 35 sans augmentation de prix). Vous n'avez rien à payer d'avance. Il vous suffit de remplir le bon de commande ci-dessous et de l'adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, pour recevoir immédiatement les volumes sans frais de port et d'emballage et avec DROIT DE RETOUR. C'est-à-dire que si vous êtes le moins du monde déçu par la présentation des volumes, vous pouvez les renvoyer dans les 3-jours sous leur emballage d'origine et vous êtes quitte de tout engagement. Vous ne courrez donc aucun risque puisque votre commande ne sera définitive que lorsque vous aurez vu l'ouvrage. Mais hâtez-vous car les conditions de la présente offre ne peuvent être garanties que pour une quinzaine.

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle - Paris (VII^e)

(Valable seulement pour la France Métropolitaine)

Veillez m'adresser le Littré, édition intégrale en 7 tomes. Je réglerai

(cocher la case figurant devant la formule choisie)

au comptant à réception des volumes : 406 Fr.

en 3 versements mensuels de : 135 Fr. 35

en 10 versements mensuels de : 45 Fr.

Je garde le droit de vous retourner les volumes dans les 3 jours dans leur emballage d'origine et serai en ce cas libre de tout engagement.

Nom Profession

Adresse Signature

N^o C.C.P. ou bancaire

T.S. 12

BULLETIN DE COMMANDE

NOM

Adresse

Passé commande de

- | | | |
|------------|-----------------------------------------------|----------------|
| 1. - | exemplaires (T. S. n ^o 215) | à 0,20 F |
| 2. - | affiches P.S.U. 3 couleurs | à 0,15 F |
| 3. - | 1 ^{er} Dossier Municipales | à 2,00 F |
| 4. - | Dossier Contre-Plan (T.S. n ^o 216) | à 0,45 F |
| 5. - | Plate-forme Président. (n ^o 217) | à 0,20 F |

Ci-joint un chèque d'un montant de

PAIEMENT A LA COMMANDE. Tribune Socialiste. C.C.P. 5826-65 Paris



Les cols blancs



Seront-ils les prolétaires de demain?

Pour demain, nos économistes nous promettent un monde merveilleux ; c'est l'impression que le lecteur est prié de conserver après avoir parcouru les quelque 155 pages de « Réflexions pour 1985 », publiées par les services du Premier ministre.

L'importante diminution des travailleurs de l'agriculture et la forte poussée des travailleurs des « services » sont les conséquences inévitables de notre civilisation industrielle.

Cette évolution nécessite une augmentation de la qualification professionnelle de la majeure partie de notre population active. Si nos possibilités de formation ne peuvent satisfaire cette exigence, le monde mirobolant qu'on nous promet risque d'être un cauchemar pour un bon nombre de citoyens.

Hier, les petits commerçants avec Poujade affrontaient la modernisation de la distribution ; aujourd'hui, les paysans surpris par l'évolution et condamnés par l'inefficacité de l'Etat, essayent de se faire écouter en barrant les routes ; demain, une nouvelle classe de travailleurs révoltés demandera justice : les employés.

La parole est aux économistes

Dans dix ans, les mutations de notre vie économique seront considérables et nos appréciations sur le monde du travail singulièrement à remettre à jour.

Si l'on vous dit que le nombre des ouvriers (les secteurs primaire et secondaire des économistes) n'augmentera que de 2 %, vous vous interrogerez longtemps en vous demandant quel est le chemin emprunté par les quelque 2.000.000 de personnes prévues dans l'accroissement de la population active. Ne cherchez pas trop : le secteur tertiaire (des économistes) est l'ogre qui avale beaucoup

d'énergie : de 1959 à 1965, la progression aura été de l'ordre de 34,57 %.

Dans dix ans, 45 % des travailleurs se singulariseront par les cols blancs, ou les manches de lustrine, ou la sacoche en faux cuir, mais toujours avec des mains bien propres. Qu'ils le veuillent ou non, ils feront partie intégrante de la nouvelle classe ouvrière et leur prise de conscience sera, bien souvent, accompagnée de beaucoup d'amertume. Pourquoi ?

Le progrès des techniques s'accompagne, nécessairement, d'une évolution de la structure de l'emploi, dont le tableau ci-dessous peut donner un aperçu :

	Hier	Aujourd'hui	Demain
Cadres	2 %	10 %	25 %
Employés moyens	18 %	36 %	55 %
Travailleurs manuels	80 %	55 %	20 %

C'est alors qu'apparaissent clairement les conséquences que provoque une imprévoyante politique de l'enseignement, surtout si l'on surveille les efforts de notre voisin d'outre-Rhin, par exemple, qui est en passe de devenir bientôt un exportateur de techniciens, voire de matière grise.

L'augmentation nécessaire de la qualification professionnelle exigera qu'en 1975 on soit en mesure de trouver sur 100 travailleurs :

— 13 ayant une culture du niveau de la licence ;



32 % des travailleurs devront avoir atteint ou dépassé le niveau du baccalauréat.

— 19 ayant une culture du niveau du baccalauréat ;

— 48 ayant une culture du niveau du brevet d'enseignement général ou professionnel.

Ce qui revient à dire que 32 % des travailleurs devront avoir atteint ou dépassé le niveau du baccalauréat et que 80 % devront avoir atteint ou dépassé le niveau du brevet d'enseignement général ou professionnel. A

défaut d'une formation de cette nature, le travailleur est condamné à demeurer un manœuvre ou à devenir un chômeur.

Sans doute, le gouvernement gaulliste est-il conscient du sort réservé à cette importante masse de travailleurs. Sans doute, nos technocrates ont-ils élaboré les plans nécessaires pour l'instruction systématique de l'actuelle population active qui bénéficiera des mêmes privilèges — les milliards exceptés — que la force de frappe gaulliste.

Qu'on nous permette, toutefois, d'interroger : quand, où et par qui pourra être instruite la partie de la population qui se trouve, aujourd'hui, dans les champs, dans les usines, dans les bureaux, et qui n'a pas pu atteindre le certificat d'études ?

Faute de pouvoir répondre, sur quel monde révolté ouvrirons-nous, demain, les yeux ?

La concurrence des jeunes couches de la population

Notre population active est régulièrement renforcée par les jeunes qui se présentent sur le marché du travail. Cette masse de jeunes qui va contribuer à développer notre potentiel national, a déferlé, depuis quelques années, sur l'enseignement secondaire. Elle laissera, loin derrière elle, la modeste vague de ceux qui n'ont jamais dépassé la plage de l'école primaire.

Cette évolution, due à la prolongation de la scolarité d'une part, à l'augmentation du niveau de vie des familles et à la pression des besoins, d'autre part, va conduire à une augmentation sensible des diplômés du niveau du baccalauréat.

Voici un tableau qui indique le

nombre de diplômes délivrés par rapport à 1930 :

	1930	1964
Certificats	160.000	500.000
Brevets	30.000	250.000
Baccalauréats ..	10.000	230.000

En 1970, la scolarité devrait être obligatoire jusqu'à dix-huit ans. Il y aura, alors, 11 millions de scolarisés, dont un tiers, soit plus de 3 millions, au niveau du baccalauréat.

Il est donc normal de s'interroger avec quelque angoisse sur la place qui sera réservée, demain, au « sous-instruits » d'aujourd'hui.

pas atteint le niveau du certificat d'études.

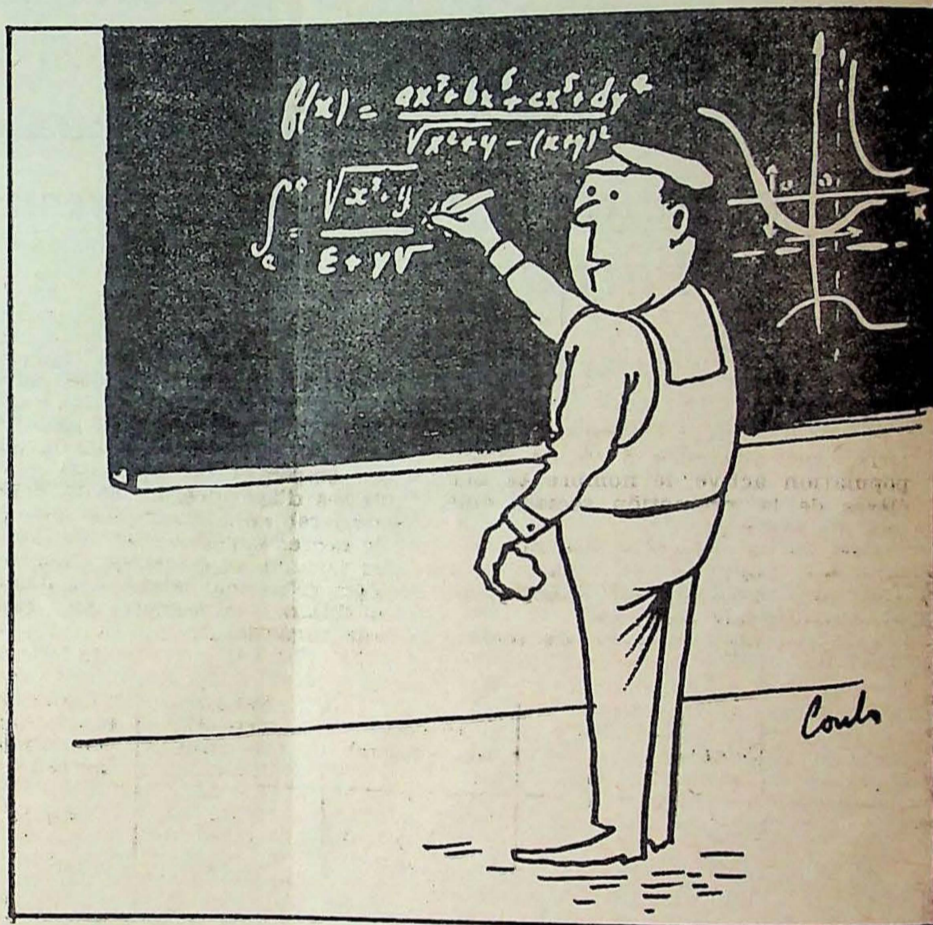
— Ceux qui ne pourront pas se situer à un quelconque niveau de qualification professionnelle courent demain le risque d'être au chômage.

— Or, 7 % à peine des travailleurs du secteur privé atteignent un niveau de haute qualification.

— Et 50 % des ingénieurs diplômés en place ont dépassé quarante-cinq ans.

— Pourtant, tout ce qu'ils doivent savoir a été découvert depuis dix ans à peine.

Il y a donc d'un côté des besoins énormes dans les industries et les services en personnel qualifié, et, d'un autre côté, la majorité de la population active qui est insuffisamment instruite.



Nécessité d'une promotion supérieure du travail.

UNE REALITE LOURDE DE CONSEQUENCES

— En France, 300.000 fonctionnaires n'ont aucun titre scolaire ou seulement le certificat d'études.

— Dans le secteur des industries des métaux (mais les autres ne sont pas beaucoup mieux partagés) :

- 60 % des agents de maîtrise,
- 80 % des employés,
- 35 % des dessinateurs,
- 47 % des agents techniques,
- 73 % des ouvriers qualifiés

n'ont aucun diplôme.

— Actuellement, 40 % des jeunes qui arrivent au service militaire n'ont

— De 1965 à 1970, il va falloir, tous les ans, qu'un contingent important de salariés reçoive une formation générale suffisante pour ne pas être désavantagé par rapport à leurs cadets qui auront été à l'école au moins jusqu'à seize ans.

— La Formation professionnelle des adultes (F.P.A.) est actuellement organisée en deux étapes.

PREMIERE ETAPE : LA PROMOTION PROFESSIONNELLE

Elle a pour objet de former des travailleurs spécialisés ou qualifiés, ainsi que des cadres moyens.

Elle comprend deux degrés et quatre niveaux :

Première étape	Premier degré	
	Niveau I (un an d'études)	Formation d'ouvriers ou employés spécialisés sans qualification professionnelle.
Niveau II (un an d'études)	Formation d'ouvriers ou d'employés qualifiés.	
Niveau II bis (un an d'études)	Formation d'ouvriers très qualifiés ou hautement qualifiés.	
Deuxième degré	Niveau III (deux ans d'études)	Formation d'agents techniques et de chefs d'équipe ou assimilés.
	Niveau IV (deux ans d'études)	Formation des techniques et de cadres moyens.

DEUXIEME ETAPE : LA PROMOTION SUPERIEURE DU TRAVAIL

Elle a pour objet de préparer des techniciens supérieurs (ingénieurs, chercheurs, cadres supérieurs) pour

les activités économiques et administratives. Elle constitue le troisième degré de la promotion du travail et comprend trois niveaux :

Deuxième étape	Troisième degré
Niveau IV bis	Cycle préparatoire (un ou deux ans).
Niveau V	Formation de techniciens supérieurs ou de cadres, préparation au niveau VI (trois ans).
Niveau VI	Formation d'ingénieurs ou de cadres supérieurs de l'économie (cinq ans).

— Les résultats de la promotion sociale sont catastrophiques.
— Dans les cours de promotion so-

ciale contrôlés par l'Education nationale, on compte :

Première étape	1 ^{er} degré	75.000 élèves
	2 ^e degré	75.000 élèves
Deuxième étape	3 ^e degré	50.000 élèves
	Total	300.000 élèves

La constatation la plus grave est que la formation supérieure (2^e étape, 3^e degré) qui touche les techniciens et les cadres, a relativement plus de succès que les cours de la première étape (1^{er} et 2^e degré) destinés aux manœuvres et aux ouvriers non spécialisés.

— Notre retard est particulièrement remarquable si nous comparons nos effectifs à ceux des pays étrangers :

Pays	Total	%
France	300.000	0,6 %
G.-Bretagne	1.000.000	5 %
Allemagne	4.000.000	15 %
U.S.A.	12.000.000	16 %

Simplement pour rattraper l'Angleterre, soit atteindre 5 % de notre population active, le nombre de nos élèves de la promotion sociale doit être multiplié par 6.

C'est de la dynamite que nos responsables mettent en place pour ceux qui, demain, leur succéderont aux commandes du pays.

L'importante croissance du secteur

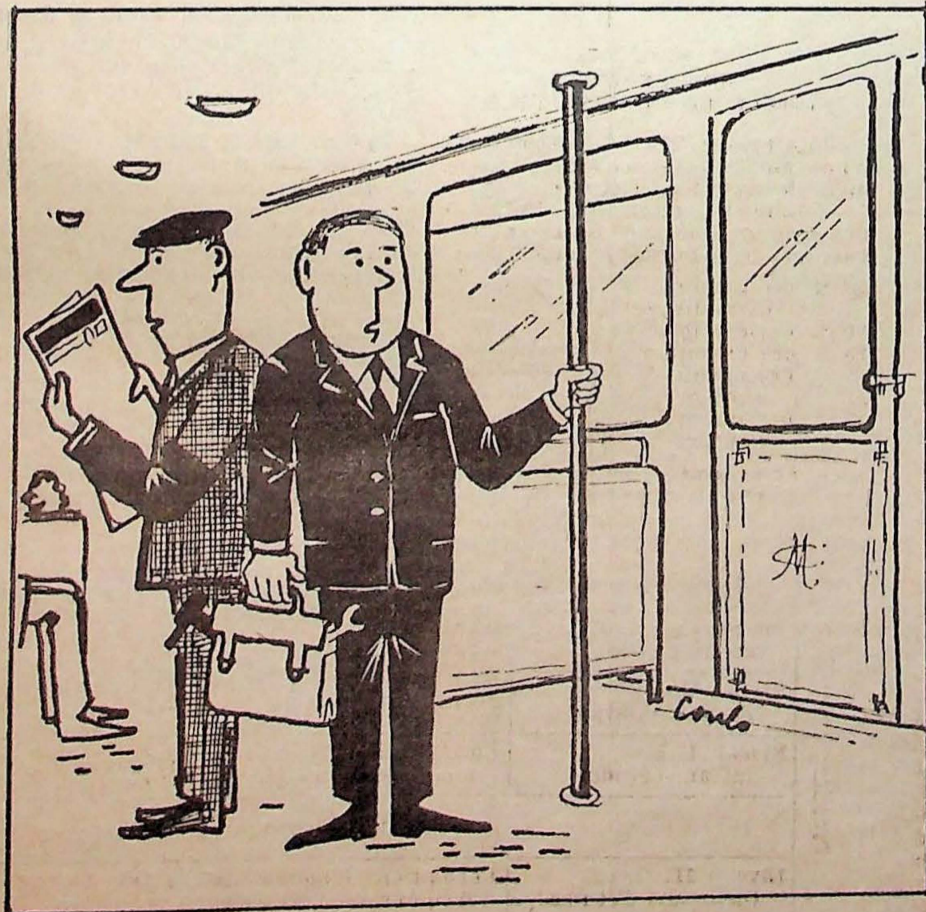
tertiaire et le sensible fléchissement du secteur primaire contribuent au développement de cette catégorie de travailleurs qu'on appelle les employés.

Ces travailleurs représentent une part assez considérable des 72 % de salariés que comporte la population active de notre pays.

Or, les deux tiers de ces salariés ne gagnent pas encore 800 F et, parmi ceux-ci, se trouve près de 60 % des employés (dont 80 % des employées de sexe féminin).

Cette catégorie socio-professionnelle n'a pas encore effectué ce qu'il est convenu d'appeler sa prise de conscience de classe. En est-elle capable ? Certainement si l'on considère que la population adulte susceptible de participer à une vie politique dynamique, nécessaire pour modifier les structures établies, se situe entre 20 et 40 ans. Or, près de la moitié des employés est composée par ces classes d'âges (contre 55 % pour les ouvriers) en contact avec un milieu de cadres supérieurs et moyens dont les revenus ne cessent d'augmenter alors qu'ils bénéficient déjà d'une répartition avantageuse, par rapport aux employés :

Catégorie	Effectif (en milliers)	Salaire mensuel (moyenne 1962)	Indemnités et avantages (par rapport au salaire)
Cadres supérieurs	333	2.924	6,4 %
Cadres moyens	774	1.404	3,4 %
Employés	1.692	742	1,8 %



Dans dix ans, 45 % des travailleurs se singulariseront par des cols blancs ou des manches de lustrine ou la sacoche de faux cuir.

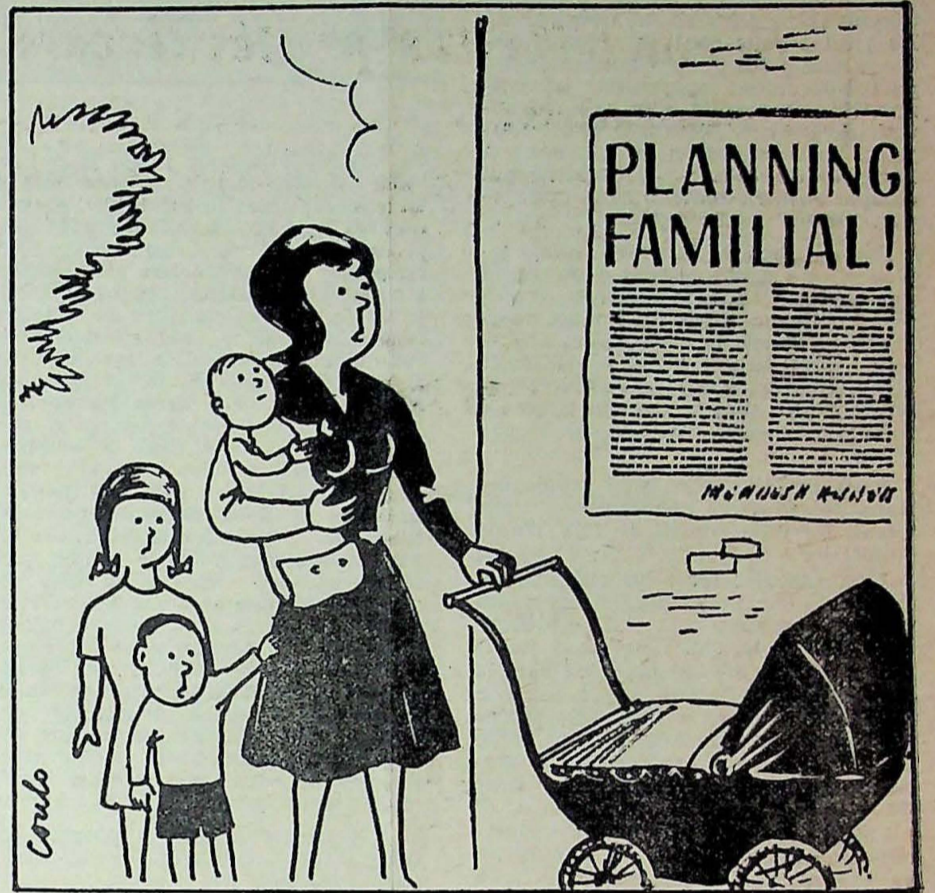
Aucune barrière sociale, comme il en existait dans la société pré-industrielle, ne sépare, dans l'activité de chaque jour, les employés des cadres moyens et supérieurs qu'il leur apparaît comme les nouveaux nantis. Les besoins de consommation seront identiques ; conditionnés par la publicité, ils voudront acquiescer les satisfactions du progrès et des loisirs.

Très vite, ils s'apercevront que le manque d'instruction est à l'origine de leur piètre situation professionnelle ; comme ils ne pourront prendre

d'assaut le bastion du savoir, comme ils se rendront compte de l'impossibilité de « se sortir » de cette condition d'employés, comme ils voudront soit un responsable, soit un exutoire, la tentation sera grande de s'en remettre à une formation politique capable de canaliser la puissance d'une révolte en forces de révolution.

Mais qu'on y prenne garde, le réflexe révolutionnaire du « petit Blanc » l'orientera toujours vers le fascisme.

Gérard Constant.



FEMMES

Le "Planning" n'est pas une panacée mais un compromis valable

Dans un récent article de l'Humanité, Jeannette Thorez-Vermeersch, commentant l'émission « Les femmes aussi », du 23 novembre, écrit que, en entendant les jeunes femmes expliquer leur vie difficile quand elles mènent de front travail professionnel, travail domestique, travail relevant d'obligations maternelles, seront déçus « ceux qui considèrent que la féminité la sexualité, la fécondité ou le birth control sont les problèmes essentiels de la femme ».

Il n'est pas très rationnel de mettre le planning familial sur le même plan que la féminité. Car le planning n'est pas un faux problème, et il le deviendra de moins en moins à mesure que la femme s'intégrera davantage à la vie collective, prendra une conscience plus nette de sa personnalité, de ses responsabilités dans le domaine économique et sur le plan social.

Dans un régime où — et c'est le cas, notamment en France — les services sociaux, les institutions collectives à la disposition de la femme et de l'enfant sont à l'état embryonnaire, le planning est, qu'on l'admette ou non, un problème social.

Cela ne veut, évidemment, pas dire que le planning soit une condition essentielle de la libération de la femme. Celle-ci ne sera libérée, comme l'homme d'ailleurs, que dans un régime qui ne sera plus basé sur le profit, et où chaque individu, dégagé des servitudes économiques imposées par le capitalisme et s'épanouissant librement et complètement dans un monde libre, occupera dans la vie active de la nation la place qui convient à ses dons, à ses aptitudes ou à une vocation.

Mais il n'est pas faux d'affirmer que, dans la société capitaliste d'aujourd'hui, la femme choisissant, pour être mère, le moment où la maternité n'équivaudra pas à une difficulté supplémentaire dans sa vie d'épouse et de travailleuse, ait fait un pas dans la voie de la liberté.

Les arguments en faveur de la planification des naissances sont trop connus pour que nous les exprimions dans ce journal où, déjà, Colette Audry a dit sur la question tout ce qui devait en être dit. Nous en évoquons deux, cependant : celui qui a trait à la dignité de la personne, et cet autre relatif à l'entrave à la vie professionnelle de la femme, à sa vie intellectuelle et, éventuellement, à ses activités militantes que constituent des maternités successives et nombreuses.

L'utilité du planning n'est donc pas niée. Mais celui-ci serait encore plus valable et convaincant si les efforts pour le développer s'accompagnaient d'efforts parallèles en faveur de logements confortables et à loyers modérés pour les ménages ouvriers, d'une amélioration du régime des allocations familiales, en faveur de la réalisation d'un important réseau d'œuvres sociales (crèches bien situées, jardins d'enfants, stations d'enfants dans les grands ensembles) qui allégeraient le sort de la femme et aideraient celle-ci à concilier les tâches multiples et diverses auxquelles la contraint le régime capitaliste.

Il serait utile que les animateurs fussent pleinement conscients que le planning n'est pas une fin en soi, et que la lutte pour l'implanter et le rendre plus accessible, devrait être inséparable de la lutte pour l'amélioration des conditions de vie des masses laborieuses, et, en particulier, de la femme ayant, hors de son foyer, une occupation salariée.

Car c'est, évidemment, lorsque la femme ne redoutera plus, pour des raisons économiques, la venue d'enfants, que son choix, en ce qui concerne la planification de la famille, sera réellement libre.

Mais en attendant... il faut admettre le compromis qu'est le planning.

Berthe Fouchère.

ENQUÊTES

Les jeunes filles employées "au pair" sont-elles exploitées?

La disparition des « bonnes à tout faire » bon marché et les difficultés toujours plus grandes que rencontrent les jeunes pour continuer leurs études a engendré un phénomène social particulièrement important : les jeunes filles employées « au pair ». L'attrait de Paris à l'étranger étant toujours aussi grand, nous assistons à la venue de milliers d'étudiants qui chaque année viennent dans la capitale étudier le français.

Réalité sociale, la jeune fille employée « au pair » permet à un grand nombre de jeunes étrangères d'étudier en France avec un budget relativement modeste. Travailler « au pair » veut dire pour ces jeunes filles être blanchies, nourries, logées et disposer d'une petite somme pour les menus besoins (environ 150 F par mois).

Pour ce faire, elles sont employées dans des familles bourgeoises en général, où elles jouent le rôle d'aide familiale.

Leur travail : lever les enfants, les habiller, les promener, donner un « coup de main » à la cuisine, débarasser la table, etc.

Pour beaucoup de jeunes étrangères, ce système représente la solution idéale pour vivre à Paris, du moins au début. Car pour certaines, l'aide familiale devient rapidement la ménagère, voire la bonne à tout faire de la maison.

Les jeunes filles « au pair » sont-elles exploitées? La réponse, comme on va le voir, est extrêmement difficile à donner. Il aurait fallu pour cela interroger une centaine de personnes.

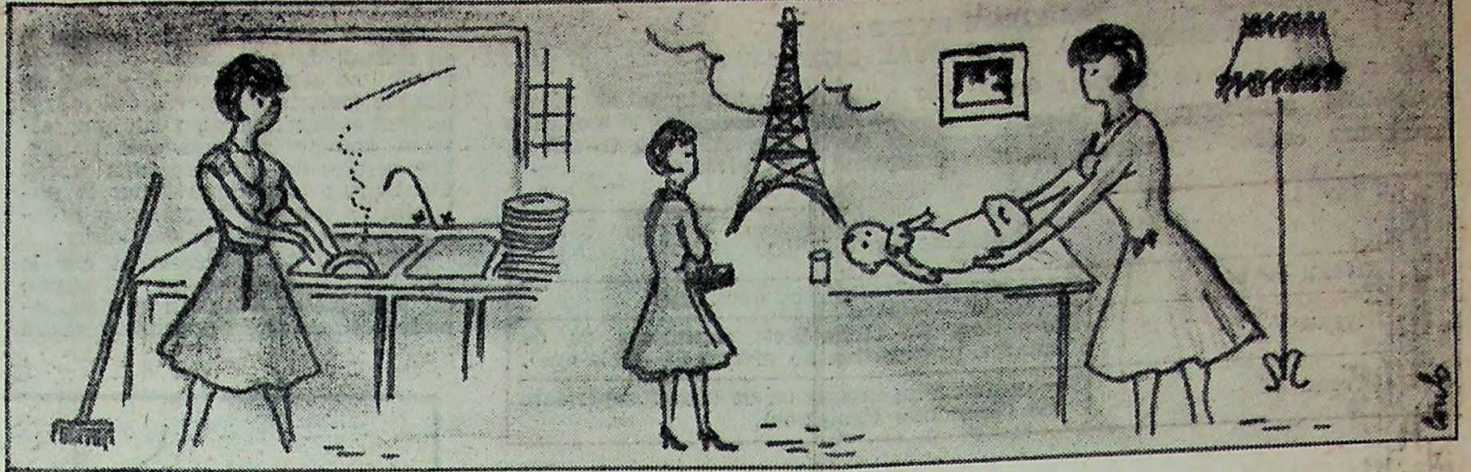
Nous avons rencontré deux jeunes filles employées comme aides familiales.

Toutes deux sont étrangères et sont à Paris depuis près d'un an et logées dans de « bonnes familles ». Pourtant, bien que leurs points de vue s'opposent franchement, ils résument assez l'état d'esprit des adeptes du travail « au pair ».

Deux sons de cloche

« La jeune fille « au pair » ; une phrase qui ne veut rien dire. Pour parler franc, il faudrait dire aide ménagère, et encore « aide » est souvent de trop. » Cette phrase, lancée dans un français hésitant, où domine l'accent germanique, nous place directement dans le vif du sujet. F... R..., jeune Allemande de vingt ans, vient des environs de Fribourg. Son père, industriel, s'est opposé pendant plus d'un an à son projet : partir à Paris pour perfectionner son français.

« Finalement, j'ai eu gain de cause, lance fièrement F... R... Mais ici la



vie est difficile pour nous. Mon histoire est très simple : j'ai débarqué un beau matin de juillet 1963 à la gare de l'Est, une petite valise sous le bras et l'adresse de mes futurs « patrons » en poche, transmise par un organisme spécialisé. Depuis plus d'un an, je vis la grande aventure de la jeune fille « au pair ». J'ai changé trois fois d'employeurs. Les premiers, la femme était très gentille, mais son mari, c'était un « drôle de coco », enfin vous me comprenez ; j'ai très vite quitté les lieux. Chez les seconds, autre problème : j'étais la vraie bonne à « tout faire » : lever à 7 heures ; préparer le petit déjeuner pour les trois gosses, puis les habiller, les laver, les conduire à l'école. Après, vaisselle, ménage, courses, cuisine, repasse. Si bien qu'à l'Alliance Française, je n'avais plus aucun courage pour suivre attentivement les cours. Au bout de trois mois, j'avais maigri de cinq kilos ; c'était formidable pour la ligne, mais j'étais morte de fatigue. J'ai rapidement trouvé une autre place. Aujourd'hui, je ne peux pas me plaindre, les gens sont gentils et le travail n'est pas trop fatigant.

— Pensez-vous que la plupart des jeunes filles employées « au pair » sont exploitées ?

Sans hésitation, notre belle interlocutrice déclare :

— Oui ! J'entends les conversations à l'Alliance Française. Les filles sont souvent insatisfaites de leurs patrons. Il y a des exceptions, bien sûr, mais en général, elles travaillent dur, surtout les plus jeunes, de 17 ou 18 ans ; il est beaucoup plus facile d'en profiter.

— Pouvez-vous me donner des exemples ?

— C'est simple. Au début, tout va bien, on ne vous donne que des petites choses à faire. Puis, petit à petit, il a fallu lever les bébés, les faire manger, les changer. Protester, c'est presque impossible. C'est l'expulsion ou alors on entend : « On m'y reprendra à vouloir aider des étrangères... Ça n'a même pas de reconnaissance, ça se croit tout permis... Et si vous n'êtes pas contente, retournez dans votre pays... »

« Aller à l'hôtel ? Impossible, c'est plus de 10 F la nuit. Alors, on se tait, on retourne à l'organisme qui, peut-être, vous trouvera une autre place en espérant que les patrons seront plus compréhensifs. »

Sur ces paroles, F... R... nous quitte.

« J'ai la vaisselle qui m'attend ! » lance-t-elle en signe de salut.

A 17 ans, c'est dangereux

Point de vue différent avec Ingrid T..., jeune Autrichienne de 28 ans. Sûre d'elle, décidée, elle me reçoit dans l'appartement de ses « patrons » (sur recommandation, bien sûr). Intérieur très XVI (nous sommes près du bois de Boulogne). Salon Empire, fauteuils moelleux, musique de Brahms en sourdine. Ambiance très douce. Ingrid T... a fait des études supérieures. Elle parle un français parfait et reste à Paris surtout pour connaître plus profondément la littérature française. Elle aime Camus, Mauriac, Sartre, Gide. Elle passe toutes ses soirées libres au théâtre et se passionne pour la Comédie-Française. Visiblement, c'est le type parfait de l'intellectuelle. Son point de vue sur l'exploitation des jeunes filles « au pair » :

« Exploitées ? Le terme est bien fort ; disons que c'est un rapport de forces ouvrier-patron. Plus la fille est jeune et naïve, plus on a tendance à en profiter. En ce qui me concerne, je suis ici depuis deux ans. Je suis un peu de la famille et je m'y sens très bien. Je pense que le système des jeunes filles employées « au pair » est très bon et donne satisfaction à la grande majorité. Cependant, le grand problème reste les filles de 17 et 18 ans. Celles-ci, venant à Paris à l'âge où il faut encore être sous la protection de maman, se trouvent brutalement plongées dans un monde complètement étranger : méconnaissance de la langue, des mœurs, des dangers de la grande ville. Obligatoirement, elles vont au-devant de grandes déceptions. Par contre, à partir de 21 ans, je crois que le travail « au pair » est un système qui peut donner satisfaction aux deux parties. »

Dominique Laury.

ÉCONOMIE

L'invasion du dollar

Le retentissement causé par l'affaire Bull a attiré l'attention d'un bon nombre de Français sur l'invasion des capitaux américains en France. Du jour au lendemain, la presse et les économistes se sont soudainement alarmés devant la prise en main de Bull par la General Electric. Une autre affaire a renforcé ces craintes : le rachat de Simca par Chrysler ; et l'on a soudain découvert que c'était une bonne partie de notre économie qui, morceau par morceau, était ainsi rachetée par les Américains.

Bien entendu, ce n'était pas seulement la France qui était touchée, mais aussi l'Europe.

Il y a dix ans, les « businessmen » de Wall Street tremblaient, dit-on, à l'idée que l'Europe unifiée allait voir le jour. Ils pensaient ne pas pouvoir lutter contre les prix que nos bas salaires et notre expérience technique auraient pu nous permettre de pratiquer.

Plus habitués à investir dans les pays « sous-développés » qui offraient de gros bénéfices, ils n'étaient pas tentés par les sociétés européennes, dont les marchés leur semblaient bien étroits. Hélas ! l'Europe ne s'est pas construite aussi rapidement que prévu. Notre expansion au cours de ces dernières années s'est peu à peu ralentie, alors que les Etats-Unis connaissent la plus grande période de prospérité de toute leur histoire. Revenus de leur frayeur (voir renvoi page suivante), lassés des risques de guerre ou de nationalisation que présentaient les pays sous-développés, désireux d'autre part de prendre une option sur l'avenir, les hommes d'affaires yankees ont tenté le marché européen.

A l'aide étatique et semi-désintéressée d'après-guerre a succédé la participation aux entreprises, beaucoup plus rentable pour le capitalisme d'outre-Atlantique. Notre relative stabilité politique et notre haut niveau technique offraient soudain bien des avantages. Abandonnant peu à peu dans les affaires leur esprit pionnier et leur côté « défricheur de terres vierges », les Américains se sont mués, en hommes d'affaires classiques, mais des hommes d'affaires qui auraient derrière eux la plus gigantesque réserve d'énergie et d'argent que le monde ait jamais connue.

Les chiffres que la presse peu à

peu nous révèle sont accablants. L'année dernière a été publiée la liste des 100 plus grosses entreprises américaines : on peut ainsi constater que le budget de la General Motors, le premier des quatre grands constructeurs américains d'automobiles, est égal à la totalité du budget de l'Etat Français. La General Motors, comparée à Renault, fabrique neuf fois plus de voitures, emploie dix fois plus de personnel, réalise vingt fois son chiffre d'affaires et cent fois son bénéfice. Le verdict est cruel : aucune des marques européennes d'automobiles, à part peut-être Volkswagen, ne serait capable de lutter seule contre les géants américains. Les bureaux d'études et de recherche de Renault, qui sont le cerveau de l'entreprise, emploient 1.200 personnes, ceux de la General Motors en emploient 25.000. Le marché automobile est une des branches les plus touchées par l'invasion du dollar.

Si, en 1959, la Dauphine est venue attaquer les Américains dans leurs propres rues, la riposte ne se fit pas attendre : alors que nos ventes, en France, plafonnent, les importations de voitures étrangères continuent leur progression : les quatre marques américaines, en implantant de nouvelles filiales, ou en rachetant des marques européennes, fabriquent maintenant 60 % de la production britannique, 50 % de la production allemande, 16 % de la production française, grâce au rachat de Simca par Chrysler. De plus, les Américains, forts de leurs réserves financières, essaient de s'approprier le marché en pratiquant le dumping.

Cela n'est pas étonnant car l'on sait que si Ford, par exemple, donnait toutes les voitures qu'elle fabrique en Europe au lieu de les vendre, cela priverait simplement ses actionnaires de leur dividende, rien de plus. Serge Mallet, la semaine dernière, a montré l'emprise des capitaux américains sur l'alimentation française.

Cette branche de l'industrie se défend moins bien que celle des autres pays européens. Les causes en sont l'éparpillement des petites entreprises souvent familiales, la répugnance des industriels français à s'allier entre eux... Chaque jour, on assiste à de

UNE NOUVELLE RENAULT



Dès le mois de janvier prochain commencera à sortir, à cadence très réduite, de l'usine du Havre-Sandouville la RENAULT 16. Il s'agit d'une Limousine d'une puissance fiscale de 8 CV, à traction avant.

Sa conception d'ensemble, très nouvelle, a été dominée essentiellement par la volonté d'obtenir le maximum de confort, de commodité d'emploi et de sûreté.

(Communiqué)



(Photo A.D.P.)

Derrière lui, la plus gigantesque réserve d'énergie et d'argent...

nouveaux « changements de propriétaire » : Gondolo, Brun, Alsa, Gringoire ont déjà succombé — l'affaire Duquesne-Parina a montré que la majorité du marché des aliments pour bétail et volailles était tenu par les Américains. Il ne passe pas de jour que les maisons françaises, dans quel que domaine que ce soit, ne reçoivent des propositions américaines. Un récent sondage, effectué par la revue « Entreprise », a montré qu'à la question : « A choisir entre le passage de votre entreprise sous emprise étrangère ou nationalisation », 75 % des industriels ont préféré adopter la première solution. En cas de rachat, le pays préféré étant les U.S.A., suivi de l'Allemagne.

La France, de par ses structures économiques, est plus touchée que ses partenaires du Marché commun par ce raz de marée américain. Le problème est crucial pour l'Europe tout entière. Le général de Gaulle, champion du nationalisme ouvrier, ne peut rien faire pour endiguer cette

vague. L'Allemagne du chancelier Erhard, qui joue avec bonheur le rôle d'agent double, espère, grâce à sa forte concentration et à son dynamisme industriel, prendre les Américains à leur propre jeu. La tactique est simple : grâce aux Américains, dominer l'Europe, grâce à l'Europe, tenir les Américains en respect. Nous assistons là à une formidable partie dont les mises et l'enjeu sont incalculables ; notre avenir en dépend. Deviendrons-nous colonies d'un nouveau genre, mais colonies tout de même ? Pourrons-nous nous dégager de l'étau de la finance américaine et former cette Europe libérée des blocs militaires et économiques ? C'est le problème que nous tenterons de résoudre au cours d'une prochaine table ronde réunissant des spécialistes économiques. Si ce problème vous intéresse, écrivez-nous. Nous publierons vos suggestions car nous sommes tous concernés par l'avenir de l'Europe.

Michel Joch.

ANCIENS D'ALGÉRIE

Une question au maire de Lyon

Le maire de Lyon, se rappelant d'un seul coup que trente mille pieds-noirs allaient voter dans sa ville, s'est découvert une âme de patriote défenseur de l'Algérie française. Sa prudence légendaire, qui le faisait taxer d'apollitique, a disparu d'un seul coup et il participe désormais à toutes les manifestations organisées par les rapatriés. Il va même jusqu'à parler ! Et on sait que, dans ce cas, il n'hésite pas à employer le vocabulaire qui fut autrefois celui de de Gaulle « ayant compris » les Français d'Algérie.

Il va même jusqu'à offrir la ville de Lyon pour recevoir le monument aux morts de la ville d'Oran.

On voit que Herzog, en U.N.R. de fraîche date, a abandonné, lui aussi, sa prudence légendaire pour dénoncer celui qui lui permit hier d'être élu député.

Mais une réaction bien plus digne d'intérêt nous paraît être celle de l'Union Démocratique des Anciens d'Algérie qui, dans une lettre ouverte au maire de Lyon, lui demande :

S'il est juste de conserver le souvenir de tous nos compatriotes d'Algérie morts pour défendre la métropole, il serait équitable qu'on se souvint également de tous les jeunes métropolitains morts en Algérie pour que vivent vos électeurs rapatriés.

A ceux-là qui ont été, selon vous, et « spoliés » et « volés » et « abandonnés », nous avons apporté le sacrifice de toute une génération.

Trois millions de jeunes s'en sont allés au-delà de la Méditerranée. Cinquante mille d'entre eux ont été marqués dans leur chair, tandis que vingt-quatre mille n'en sont jamais revenus.

A ceux-là, point n'est besoin de piste artificielle de ski, de piscine olympique, d'un magnifique palais de glace, du plus beau palais des sports.

Un monument, symbole éternel de la reconnaissance nationale de leur sacrifice, ne déparerait pas l'une des collines de Lyon — ce serait même sa dignité.

Il vous faut maintenant y songer et ce serait votre honneur que de prendre la tête d'un Comité national de patronage pour que soit édifié, en gares de Paris et de Marseille, un monument identique à celui que votre ville ne voudra pas manquer d'ériger.

Nous sommes, bien entendu, à votre disposition pour vous mettre en rapport avec l'Amicale des blessés et pensionnés militaires d'invalidité de la guerre d'Algérie (A.B.I.G.A.).

Union Démocratique des Anciens d'Algérie, 41, boulevard de Magenta, Paris (10^e). Tél : TRUDAINE 51-69.

TROIS NOUVELLES FICHES DE FORMATION SONT PUBLIÉES

planification française, problèmes économiques régionaux, force de frappe

Le P.S.U. vient de publier trois nouvelles fiches de formation, destinées à l'information et à la réflexion de ses militants. Elles portent — compte tenu des rééditions et des fiches sur le point de sortir — à près d'une vingtaine le nombre de fiches de ce genre éditées jusqu'ici. Le catalogue des fiches disponibles comprend actuellement quinze fiches (voir ci-dessous).

Publiées, comme les précédentes, pour permettre la formation à domicile (dans le cadre des sections), les trois nouvelles fiches sont consacrées respectivement à la planification française, aux problèmes économiques régionaux et à la force de frappe : trois sujets d'actualité, dont les récents débats parlementaires sur le V^e Plan, l'aménagement du territoire et le programme d'équipement militaire ont montré toute l'importance.

Rédigées sous forme de plans détaillés d'exposés, les nouvelles fiches (mais aussi les anciennes) permettent à tout camarade local un peu formé de présenter lui-même l'exposé qu'un camarade venu de Paris ou du siège de la fédération aurait pu présenter. Le présentateur local peut être soit le secrétaire de section, soit le res-

ponsable à la formation dans la section, soit un camarade ayant des responsabilités syndicales (donc généralement une certaine formation), soit un camarade enseignant... bref, tout membre de la section acceptant d'étudier et de présenter le sujet.

Le contenu et le plan des fiches sont conçus pour garantir un exposé de très bonne qualité, facile à comprendre (la pédagogie a été soigneusement étudiée) ; chaque fiche est suffisamment substantielle pour que le présentateur se sente à l'aise. A fortiori, les fiches constituent-elles un excellent matériau de base pour la documentation que tout militant politique se doit de rassembler : pratiquement, tout militant P.S.U. devrait avoir chez lui la collection complète des Fiches de formation.

Planification nationale et régionale

Faute de place, disons quelques mots seulement des nouvelles fiches.

● La fiche sur la *Planification française* (n° 12) est la plus volumineuse que nous ayons jusqu'ici publiée ; elle résume clairement les raisons et l'histoire des plans français. Après avoir indiqué leur méthode d'élaboration (souvent mal connue), elle critique de façon précise et méthodique les lacunes de cette planification : simple indication, instable, peu efficace, et sans sanctions ; projet non démocratique, surtout, œuvre de techniciens gouvernementaux et de représentants patronaux. La fiche explique alors en détail ce que pourrait être une planification réellement démocratique, rendant la notion maîtresse de son destin économique, et sûre que ses choix seront respectés et exécutés (En Annexe, détail important, la fiche donne le texte *in extenso* du programme du P.S.U. sur la planification démocratique).

● La fiche sur les *Problèmes économiques régionaux* (n° 13) complète la précédente, en donnant aux problèmes de planification une dimension régionale. Soulignant les

déséquilibres et leurs causes (directement liées au fonctionnement du capitalisme), elle analyse les conséquences économiques et sociales du phénomène et les remèdes que les gouvernements successifs ont tenté d'apporter. L'échec de ces politiques conduit à la question : que devraient et pourraient faire des socialistes ? Toute la dernière partie de la fiche y répond.

● La fiche sur la *Force de frappe*, enfin, récapitule l'histoire de la bombe A française, des moyens porteurs actuels et des projets officiels pour la « deuxième génération » atomique française (bombe H, sous-marin, fusées). Après une critique des arguments gaullistes en faveur de la force de frappe, la fiche montre, chiffres à l'appui, que le coût de ces dépenses est au-dessus des possibilités françaises et se traduit, dès à présent, par un sabotage de la recherche scientifique pacifique et le refus de toute politique sociale. La dernière partie de la fiche est consacrée à rappeler et à analyser les diverses prises de position du P.S.U. sur les forces de frappe dans le monde et les moyens de lutter pour le désarmement.

Fiches en préparation

Trois autres fiches sont sur le point de paraître ou en préparation avancée : socialisme en Suède ; socialisme en Yougoslavie ; histoire du fascisme. D'autres sont en cours de fabrication : spéculation foncière et municipalisation du sol ; l'Espagne d'aujourd'hui ; le socialisme cubain ; la Sécurité sociale et le Service national de santé...

Nous espérons — sauf difficultés matérielles — pouvoir les publier régulièrement. Mais, dès à présent, le catalogue des quinze fiches disponibles permet à toute section

désireuse d'améliorer la formation de ses militants de se mettre au travail. Le matériel est prêt pour l'y aider ; il est même varié : 5 fiches économiques, 5 fiches politiques (intérieure ou internationale), 3 fiches historiques, 1 fiche sociologique et une autre sur la vie du parti.

Au travail, donc. Passez vos commandes 54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e) : 0,75 F la fiche (sauf la fiche n° 12 : 1 F) ; 5 F le jeu de 10. (C.C.P. Paris 5826-65.)

M. Rungis.

Les trois fiches que vous pouvez commander

● Formation économique

— L'inégalité des revenus en France ; le pouvoir d'achat des familles (n° 1 ; réédition).

— Le fonctionnement des entreprises et l'emploi de leurs profits (n° 10).

— Les comptes et les choix de la nation (n° 11).

— La planification en France : d'hier à demain (n° 12).

— Les problèmes économiques régionaux ; la planification régionale (n° 13).

● La vie politique française

— De la Libération à la troisième force (1944-1957) (n° 2 ; réédition).

— La V^e République et sa Constitution (n° 3).

— La force de frappe française ; l'attitude du P.S.U. (n° 4).

● Histoire du socialisme

— Le mouvement ouvrier de 1914 à 1930 (n° 6).

— Le mouvement ouvrier de 1930 à 1938 (n° 7).

— Le socialisme suédois (n° 15 ; en cours d'édition).

● Politique internationale

— Berlin et le problème allemand (n° 5).

— Le désarmement mondial (n° 9).

● Problèmes sociologiques

— L'évolution des classes urbaines en France (n° 4).

● Vie du parti

— Les structures et l'organisation du P.S.U. (n° 8).

0,75 F pièce (sauf la fiche n° 12 : 1 F) ; 5 F le jeu de 10
54, boulevard Garibaldi (Paris) (C.C.P. Paris 5826-65)

UNIVERSITÉ

Non au plan Fouchet !

Judi 3 décembre, à l'appel de l'U.N.E.F., plus de quatre mille étudiants se réunissaient à la Mutualité en un meeting de protestation contre la politique du pouvoir en matière d'enseignement. Les syndicats enseignants et ouvriers devaient participer à ce meeting qui s'ouvrait ainsi sous le signe de l'unité des forces syndicales. « Pas de formation au rabais », « Non au plan Fouchet ». Tels étaient les slogans de cette réunion où l'on applaudit chaudement l'allocation d'études pour tous, et où la politique gouvernementale se fit conspuer. A la sortie, les milliers de policiers, gendarmes mobiles et C.R.S. qui bloquaient le Quartier latin ne pouvaient que renforcer les étudiants dans la conviction, qu'ils avaient exprimée dans la salle, de la nécessité d'une lutte unitaire et, en particulier politique contre le caractère autoritaire du régime. Au même instant, dans la plupart des villes universitaires, des manifestations similaires se déroulaient, avec, çà et là, de violents matraquages.

Un projet politique cohérent

Depuis plusieurs mois, la presse se fait largement l'écho des réformes gouvernementales appelées « plan Fouchet ». Le Conseil national du P.S.U. a clairement condamné ce plan, considéré comme technocratique dans sa volonté d'établir l'adéquation la plus totale de l'enseignement à un capitalisme plus rationnel, mais aussi plus opprimant, à tous les niveaux.

Cette politique n'est pas isolée. Elle constitue un élément de la politique gaulliste. En effet, la crise de l'Université est, avec la guerre d'Algérie en son temps, et la « politique des revenus », un des problèmes majeurs auxquels est confronté le pouvoir. Nous retrouvons là trois problèmes pour le néo-capitalisme : la nécessité d'un système d'exploitation souple du

tiers monde, celle d'une formation professionnelle et d'un progrès scientifique compatible avec les rapports de production actuels, et celle de l'intégration du mouvement ouvrier dans un système contractuel défavorable, voire dangereux. Si le pouvoir a réussi, selon des modalités qui étaient les siennes, à résoudre « le problème colonial », il est clair, dans la mesure où la situation est ressentie plus immédiatement par les forces populaires et socialistes qu'il aura

« mauvais bacheliers » et formés au rabais en deux ans, facultés traditionnelles et grandes écoles formant les cadres supérieurs, élite docile du système. La culture générale nécessaire pour accéder à l'enseignement supérieur proprement dit étant le fait principalement de « l'environnement culturel » dont disposent les enfants des familles aisées ; on conçoit facilement le rôle de ségrégation sociale de cette Université. De plus, les bonnes vieilles méthodes d'enseignement seront renforcées par l'utilisation de moyens audio-visuels, et il ne saurait être question de remettre en cause la pédagogie traditionnelle fondée sur un rapport maître-élève de caractère autoritaire renforcé par un système de notes, examens et concours qui organise la sélection par l'échec. Enfin, l'amélioration des conditions de vie et de travail de l'étudiant, et

l'unité et celui, à plus long terme, des perspectives politiques de ce pays.

Le Bureau actuel de l'U.N.E.F. semble avoir exprimé la nécessité d'une action syndicale qui pose les vrais problèmes. La campagne revendicative du premier trimestre, lancée par le Manifeste de l'U.N.E.F. et s'achevant sur des meetings et manifestations unitaires sur les thèmes du refus et des réformes de structures à opposer au plan Fouchet pour promouvoir un enseignement démocratique, constitue un indice encourageant.

A la veille de l'assemblée générale de l'U.N.E.F., deux problèmes doivent être résolus :

1° — Il est nécessaire avant d'engager sa deuxième phase revendicative que l'U.N.E.F. fasse un état de ses forces dans ses différentes A.G. et Corpo. Il est vrai qu'une bataille politique sur la réforme de l'Univer-



Un refus sans équivoque.

(Photo AGIP.)

plus de difficultés à mettre en place ses réformes sociales.

C'est pour cette raison qu'il a choisi dans l'ordre des priorités de résoudre à sa manière la crise de l'Université. C'est-à-dire, là où l'intervention des forces populaires se fait le moins sentir, là où le syndicalisme professionnel est le plus faible, parce que le plus ambigu, mais aussi là où un syndicalisme étudiant se constitue peu à peu. C'est donc dans la mesure où l'U.N.E.F. était la principale force à s'opposer aux initiatives du pouvoir à l'Université qu'il convenait d'isoler et de briser le syndicat étudiant en employant tous les moyens depuis le matraquage jusqu'à la suppression de la subvention annuelle en passant par la création de toutes pièces d'un mouvement fantôme : la F.N.E.F.

Pourquoi l'Université technocratique ?

Mais en dehors de ce choix ayant trait aux rapports de forces (et il n'est pas inutile de rappeler que le gouvernement intervient là où l'opposition « parlait » de priorité des priorités) le pouvoir a voulu résoudre au niveau de l'Université ce qui légitime sa raison d'être sous sa forme autoritaire actuelle, c'est-à-dire le problème de l'adéquation de la société et de l'Etat aux formes néo-capitalistes de l'économie.

En effet, si l'Université libérale qui se prolonge dans les structures, le contenu et les méthodes de l'enseignement actuel, correspond au malhousianisme d'un système, elle n'en est pas moins inadéquante aux nouvelles formes de ségrégation sociale que nécessitent les nouveaux besoins de l'économie. Un grand nombre de cadres moyens est nécessaire, ainsi qu'une utilisation plus rationnelle du développement de la science au service de l'économie. Il est donc indispensable pour le pouvoir d'élargir la base sociale de l'Université selon des normes déterminées par son rôle idéologique traditionnel qui consiste à servir au mieux les intérêts de la bourgeoisie. Plus concrètement, cela consiste à former des cadres supérieurs qui, s'ils disposent d'une culture générale leur permettant l'utilisation des techniques, reçoivent l'idéologie qui leur fasse jouer un rôle actif dans le système.

Le plan Fouchet a donc déterminé les lignes d'une Université en trois blocs : Instituts de formation pour cadres moyens, recrutés chez les

la transformation de son statut d'assisté par l'attribution d'une allocation d'études pour tous n'est pas envisagée. Il en est de même pour les traitements et horaires du corps enseignant dont l'insuffisance des uns et la surcharge des autres ne peuvent que se faire sentir sur la qualité de leur enseignement. Il est clair que la formation en deux ans des enseignants prévue par le plan Fouchet ne fait qu'aggraver la difficulté du problème.

Des revendications conservatrices

De même que la politique gouvernementale se développe selon de grands axes dont le contenu se précise peu à peu, le plan Fouchet correspond plus aux lignes de force d'une restructuration de l'Université qu'à un ensemble immédiatement cohérent de réformes. Son application tend à s'échelonner sur plusieurs années, et il est probable que certaines réformes partielles seront aménagées sous la pression ou non des forces démocratiques. En effet, ce n'est pas la défense de l'Université libérale et de ses « franchises », des luttes pour plus de locaux et des revendications parcellaires qui permettront de mettre en échec la réforme que le pouvoir met sur pied. Il est temps de passer à un autre stade que celui des revendications quantitatives et « chauvines ». Le « chacun pour soi », en matière syndicale, conduit à l'intégration et à l'échec.

A la dernière assemblée générale de l'U.N.E.F., les préoccupations des leaders élus par la majorité reposaient en partie sur la nécessaire unité des forces démocratiques face à la politique du pouvoir à l'Université. Mais cette préoccupation était annihilée par les moyens que l'on comptait utiliser pour en arriver à un véritable intersyndicalisme. L'unité sur un retour à une stratégie défensive qui consiste à lutter pour le budget de l'enseignement supérieur et pour l'allocation d'études, parce que c'est la stratégie des forces démocratiques, ne résout en rien les problèmes qui sont posés par la réforme des structures économiques, sociales et politiques du pays. Face au plan Fouchet, il convient de lutter en opposant un contre-plan de l'Université et de l'enseignement. Et c'est tout le mérite de l'U.N.E.F. d'avoir posé ce problème au congrès de Toulouse. Car c'est, dans la conjoncture actuelle, une stratégie qui permet de résoudre à la fois le problème de

sité, vu le caractère autoritaire du pouvoir, reste difficile et ces difficultés nécessitent, afin que l'U.N.E.F. ne soit pas isolée, que les forces démocratiques, politiques et syndicales, l'appuient et combattent avec elle sur des mots d'ordre et des revendications communes.

2° — Cependant, il est primordial que l'U.N.E.F. ne sacrifie pas ses revendications au profit d'une « certaine » unité. Pour ce faire, il est important qu'elle tire les conclusions de son action revendicative de ce trimestre, qu'elle définisse pourquoi le mot d'ordre qui s'en dégage est devenu la lutte contre le plan Fouchet. A partir de cette constatation, il importe qu'elle prévoie pour les prochains trimestres un plan revendicatif cohérent et détaillé dont la cheville sera : « Non ! au plan Fouchet. Pour une Université démocratique ».

pour quelques jours encore...
prix exceptionnel de souscription pour les lecteurs de TRIBUNE SOCIALISTE

18 mois **49^f** par mois

Tous les romans de JEAN-PAUL SARTRE

Edition de luxe numérotée
Tirage limité, sur les presses de l'Imprimerie Nationale

LA NAUSÉE - LE MUR
L'AGE DE RAISON - LE
SURSIS - LA MORT DANS
L'AME

En 5 volumes illustrés de lithos originales en couleurs de W. Spitzer

Bon pour une documentation gratuite à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE, 30, rue de Grenelle Paris (7^e)

Nom

Adresse

Profession

T.S. 12

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Directeur politique :

HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef :

ERIC BERGAIRE

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e)
Tél. : SUF 19 20

Rédaction : 81, r Mademoiselle Paris (XV^e)
Tél. : FON 22-60

Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14^e Tél. : LIT 19-39
Pub. Littéraire : 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien : à partir de .. 70 F
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 52-61, rue La Fayette Paris (9^e)

CINÉMA

"Pas de printemps pour Marnie" d'Alfred Hitchcock

Marnie Edgar (« Tippi » Hedren) fait preuve d'un sang-froid extraordinaire pour vider les coffres-forts de ses employeurs successifs, mais elle est affolée par une simple tache d'encre rouge, tremble de terreur au moindre éclair et reste paralysée devant sa mère (Louise Latham). Mark Rutland (Sean Connery), directeur d'une maison d'édition, remarque cette secrétaire étrange et attirante. Il en tombe amoureux au moment où la voleuse vient de rendre visite au coffre de l'entreprise.

Mark se rend compte que Marnie traîne avec elle un secret, quelque chose d'inavouable qui a marqué la jeune femme pour la vie. Il ne veut pas livrer la voleuse à la police et, pour la guérir de son vice, l'épouse. Mais loin de simplifier les choses, ce

mariage va porter les rapports entre ces deux êtres au paroxysme de l'opposition...

Avec « Marnie », Hitchcock s'enfoncé dans les méandres de l'analyse psychanalytique avec cette assurance retorse et malicieuse qui a fait ses preuves dans maintes histoires policières. Dans la première partie du film, il sait fort bien souligner et traduire la névrose inquiétante de son héroïne. Mais la fin ne convainc pas; elle est trop compliquée, mélodramatique. Le vieux « Hitch » sauve sa réputation de justesse, grâce à l'interprétation de Sean Connery. Ce comédien vaut mieux, assurément, que les « machineries » bien huilées des « James Bond » qui ont fait jus- qu'ici son succès...

Jean-Jacques Vernon.



« Tippi » Hedren et Sean Connery : le secret qui les sépare n'est pas dans le coffre-fort.

LIVRES

"L'Ecluse" de Jean-Pierre Faye (Prix Renaudot)

En couronnant le livre de notre ami Jean-Pierre Faye, L'Ecluse (1), le jury du Prix Renaudot a porté son choix sur un ouvrage d'une écriture brillante et d'une grande poésie, mais très hermétique pour le lecteur épris de logique.

L'univers dans lequel nous entraîne l'auteur passionné et dérouté, tout à la fois. Une ville qui n'est pas nommée — mais dont le nom est sur toutes les lèvres (Berlin). Une ville coupée en deux. De là est partie Vanna qui maintenant sommeille à l'arrière d'une voiture conduite par Alé, l'ami retrouvé, à qui elle parle silencieusement en s'endormant.

Retournée dans la ville, Vanna va et vient entre les deux moitiés.

Le côté où elle rencontre Ewald et d'où il ne peut sortir pour la suivre, d'où elle ne pourrait plus revenir si elle se fixait auprès de lui.

Et le côté où elle fait connaissance avec Carl Otto, où un circuit autour d'elle s'établit, par quoi ses rencon-

tres en tous sens semblent communiquer (et les deux villes partagées Berlin, Jérusalem, elles-mêmes se relient).

On le voit, malgré son ambiguïté le sujet est d'actualité. L'Ecluse, comme la gare de Berlin, permet de lier deux mondes déchirés. La séparation, l'incertitude, l'angoisse, Faye traite plusieurs thèmes qui communiquent entre eux comme l'écluse fait communiquer deux plans d'eau.

Roman policier et politique où le fantastique se mêle au réel, L'Ecluse, malgré sa lecture « difficile », dégage une poésie froide et envoûtante.

En enrichissant le « nouveau roman » d'une œuvre poétique, Jean-Pierre Faye donne à ce courant littéraire une dimension nouvelle, mais il est à craindre que L'Ecluse, œuvre « cérébrale », rebute un grand nombre de lecteurs.

Marcel Aizertin.

(1) Editions du Seuil.

"Une habitude si ancienne"

Avant d'aller plus loin, je tiens à dire que ceux qui chercheraient dans le cadre de cette chronique une sorte de thermomètre ou de baromètre de la course aux prix de fin d'année feraient bien d'aller voir ailleurs le temps qu'il fait. Et ce, pour deux raisons : je ne crois pas à la vertu des prix, à cette forme de consécration ; ensuite, c'est systématiquement laisser dans l'ombre ce qui n'est pas commercial. Or, normalement, la vraie littérature et le commerce... inutile, je pense, de poursuivre.

Je parle d'un livre, d'un auteur, parce que je les aime. Je voudrais faire partager mon enthousiasme à mes lecteurs. Un point, c'est tout. Il n'y a rien au-delà. Après cette mise au net, je suis d'autant plus à l'aise pour vous présenter le dernier livre de France Arudy : Une habitude si ancienne (1). C'est tout simplement très beau et très prenant. Deux qualifications des plus rares à notre époque de la littérature-ennui. J'avoue que je ne connaissais même pas de nom cette romancière. A fortiori, ses

œuvres antérieures. Maintenant, c'est fait. Sur la lancée de Une habitude si ancienne, j'ai lu Scléron et Le Pain et l'eau. Certes, c'est toujours beau, mais plus froid, moins humain.

Un certain Bart, aussi jaloux que désespéré, part pour la guerre, sachant l'issue fatale. Il exige de la belle Maïa, sa maîtresse, qu'elle montre sa beauté, nue, aux autres, au public. Elle devient « strip-teaseuse ».

— Pardon, monsieur Etienne. Maïa ne croit pas, n'arrive pas à admettre la disparition de son amant. Poussée par un désir inconnu de sensations nouvelles, elle suit, pendant des mois, un même itinéraire, après son travail, retrouvant, à distance, à chaque fois, les mêmes personnages, muets, seuls eux aussi. Tout ceci jusqu'au fameux soir... ce fameux soir où elle découvre sur un trottoir un cadavre, celui d'une jeune femme. Et Maïa, muette, comme les autres solitaires, poursuit son itinéraire, chaque soir, comme si rien n'était arrivé. Cependant le crime en lui-même et la personnalité du cadavre la hantent.

A ce moment, un nouveau personnage surgit de la nuit et rentre dans la ronde des silencieux noctambules. Qui est-il ? Sera-t-il le libérateur de Maïa ? Un autre Bart ? A mes lecteurs, je laisse le soin de découvrir la clé de l'énigme. Car c'en est une. C'est passionnant comme un roman policier. Mais un policier d'écrivain, qui se passerait dans les brumes de certaines villes d'Europe centrale. Le livre a un peu la saveur si particulière qui émane du film Le Troisième Homme... cette Vienne mystérieuse et cruelle de 1945 est une sœur de la

ville où se passe Une habitude si ancienne.

N'y aurait-il dans le livre de France Arudy que l'attente anxieuse qui s'accroît à chaque page et qui fait qu'on ne peut arrêter la lecture qu'au dernier mot, à l'ultime point — à moins d'être un Bédien — ce serait déjà beaucoup, surtout à notre époque, dans les mois que nous vivons, où l'indigence romanesque côtoie la médiocrité de l'écriture. Ici, il y a autre chose. Un style, créateur de climat. Il faut lire la description de la maison aux vingt-quatre fenêtres, bourrée d'ombres comme la ville mystérieuse. Il faut lire la description de la décharge qui doit recevoir les mille et un colliers de Maïa dans un éblouissement de couleurs.

On a déjà dit et écrit beaucoup sur ce livre et sur le style de France Arudy. S'il s'agit d'une sorte d'oratorio poétique, cette forme d'oratorio doit être mise à l'échelon cosmique. Car les forces que manie France Arudy sont déjà au-delà de notre univers. Et c'est là où le roman est grand. On a dit qu'il s'agissait d'un livre somptueux et sauvage. Je le crois aussi. Mais pourquoi avoir voulu coller une étiquette dans le dos de l'auteur. C'est grotesque. J'ai lu je ne sais où qu'il s'agissait d'une sorte de « Dostoïevski français »... pourquoi pas d'un Julien Gracq russe ? Non, et non, tout ceci est ridicule et nuit à l'auteur.

Pour moi, Une habitude si ancienne est du vrai France Arudy, du France Arudy, et c'est déjà beaucoup.

Eric Johansson.

(1) Le Seuil.

Vient de paraître

POLITIQUE

● ETAPES DE LA REVOLUTION CUBAINE, Fidel Castro. — Un recueil de discours, interviews et textes présentés par M. Merlier, résumant les grands faits de cette révolution. — Editions F. Maspéro.

● L'AVENIR DES ETATS-UNIS (My hope for America). — Lyndon B. Johnson. — Les vues du nouveau président sur le monde et sur le rôle que son pays entend y jouer. — Ed. R. Laffont.

● LA NOUVELLE GUERRE FROIDE : MOSCOU CONTRE PEKIN. Edward Crankshaw. Traduit de l'anglais. — L'auteur veut donner une réponse aux questions complexes posées par le différend sino-soviétique. — Ed. Gallimard.

● UN MONDE MEILLEUR (Recherche marxiste). Jean Baby. — Que peut-on prévoir de ce monde socialiste vers lequel nous avançons ? — Ed. F. Maspéro.

● LA FEMME ALGERIENNE, Fadéla

M'Rabet. — Une bonne étude sur ce qu'est la femme dans l'actuelle société algérienne et sur ce qu'elle voudrait être. — Ed. F. Maspéro.

ENQUETES

● UN VILLAGE DE LA CHINE POPULAIRE, Jean Myrdal. Traduit du suédois. — Des récits faits par des gens qui ont participé au grand bouleversement révolutionnaire du pays. — Ed. Gallimard.

ROMAN-POESIE

● LES SEPT FEMMES, Guy des Cars. — Sept femmes de nationalités différentes dominées par un baron blasé et sans scrupules, mais qui devra affronter dans un combat singulier la lougue d'un jeune homme. — Ed. Flammarion.

● POESIE POPULAIRE DES KABYLES, recueillie par Pierre Savignac. — Le lecteur est invité à se plonger dans la vivante et merveilleuse exploration de l'âme d'un peuple. — Ed. Maspéro.

THÉÂTRE

Le théâtre et nous

Lorsque T.S. m'a demandé d'assurer la critique dramatique, j'ai accepté aussitôt parce que j'aime le théâtre, parce que j'ai des raisons de l'aimer et parce que j'allais pouvoir défendre les belles pièces dramatiques ou comiques, aider modestement à les faire connaître sans parti pris mais en toute honnêteté et inciter par là, peut-être, d'autres que moi à aller les voir et les entendre.

Depuis quelques semaines, j'ai donc donné mon avis sur des spectacles différents auxquels j'ai cru et je crois encore par les qualités qu'ils recèlent.

En les choisissant, en allant y assister, ensuite, en écrivant sur eux sans arrière-pensée ni idée préconçue mais au contraire en toute objectivité, j'ai pensé, avant tout, aux autres, à vous.

Certains n'ont pas la même opinion que moi sur telle ou telle œuvre. J'ai donné la mienne en expliquant d'abord la pièce vue, en analysant comme je l'ai fait ensuite pour la mise en scène et le jeu des acteurs et cela afin que chacun puisse décider en connaissance de cause.

Je continuerai ainsi, choisissant les bonnes pièces, me refusant à assister aux spectacles médiocres ou vulgaires.

Je rejoins Hubert Gignoux lorsqu'il écrit (Théâtre Populaire n° 54) :

« ...Il faut que le spectacle théâtral reste au moins un dimanche (et pas un dimanche perdu), même si, par la conquête progressive du public, les dimanches du théâtre doivent revenir plus souvent que ceux du calendrier... »

« ...Contrairement à ce que plusieurs pensent, il n'a rien à emprun-

ter au vocabulaire cinématographique, il doit s'en éloigner le plus possible et s'armer de son vocabulaire propre, c'est-à-dire, en vérité, de sa magie... »

« ...On peut dire que le théâtre est magique dès qu'il ne copie plus exactement la réalité, dès qu'il en suggère un élément au lieu de le montrer. Mais pensons aux effets plus qu'aux moyens, c'est d'évocation, d'incantation, de conjuration que je veux parler, c'est de la magie du verbe, de la voix, du geste, c'est de la révélation par leur truchement des énigmes élémentaires... »

Pour conclure, rapportons ce qu'a écrit Louis Jouvet dans Témoignages sur le théâtre : « L'usage véritable d'une pièce de théâtre est d'y réchauffer son corps et son cœur. » C'est aussi mon avis.

Michel Duvernay.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

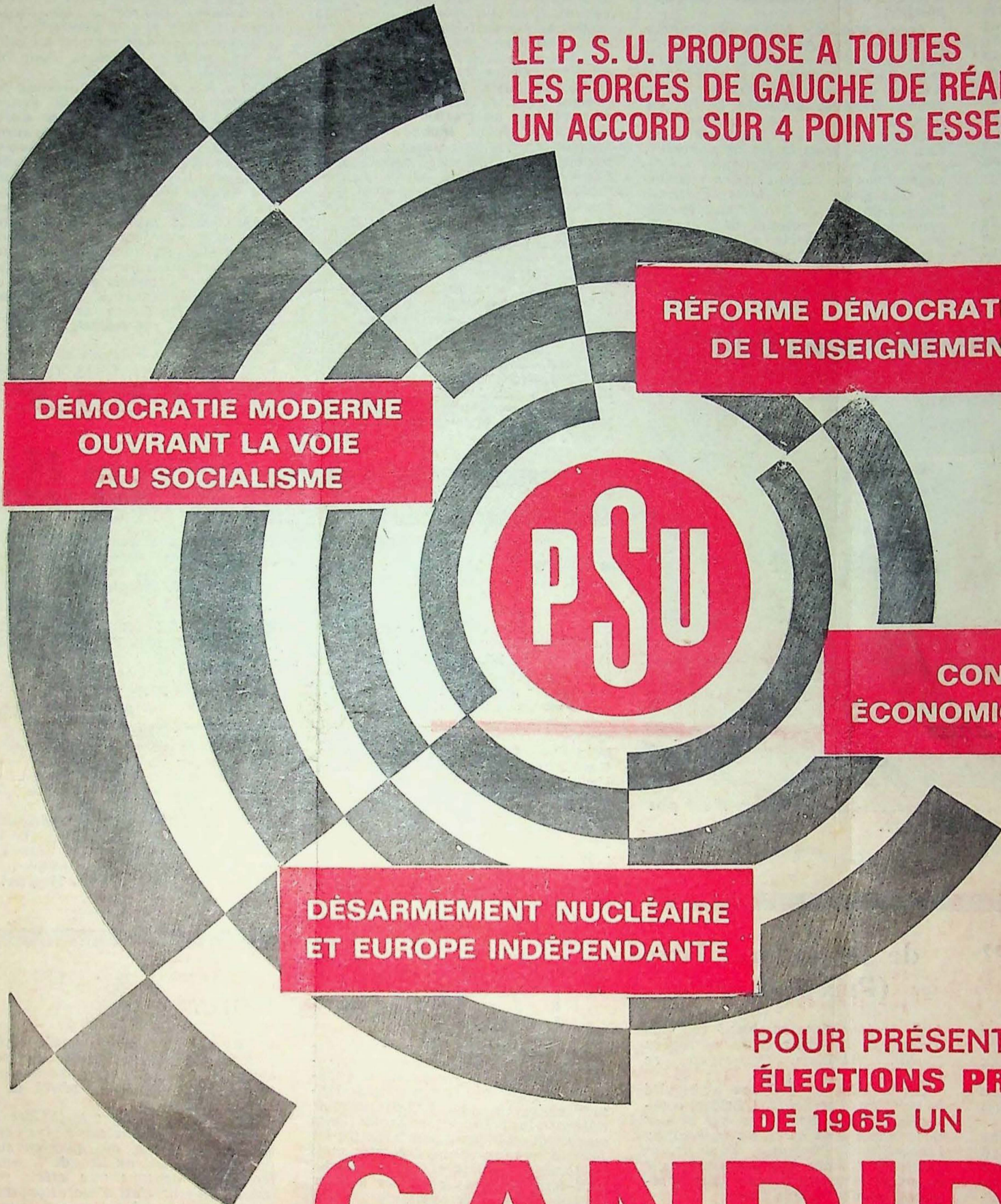
Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 9 au 15 décembre

LE DON PAISIBLE

POUR EN FINIR AVEC LE POUVOIR PERSONNEL

LE P.S.U. PROPOSE A TOUTES
LES FORCES DE GAUCHE DE RÉALISER
UN ACCORD SUR 4 POINTS ESSENTIELS



DÉMOCRATIE MODERNE
OUVRANT LA VOIE
AU SOCIALISME

RÉFORME DÉMOCRATIQUE
DE L'ENSEIGNEMENT

CONTRE-PLAN
ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE
ET EUROPE INDÉPENDANTE

POUR PRÉSENTER AUX
ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES
DE 1965 UN

CANDIDAT UNIQUE DE LA GAUCHE

IMPRIMERIE SPÉCIALE DU P.S.U.

ADHÉREZ AU P.S.U. POUR RENFORCER SON ACTION 81, RUE MADemoisELLE - PARIS XV^e

● Lisez TRIBUNE SOCIALISTE, hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié